

Juan E. Garcés, Abogado

ZORRILLA, 11 - 1º - DCHA.

TELÉF. 91 360 05 36 - FAX: 91 5311989

E-mail: 100407.1303@compuserve.com

28014 MADRID

[Par courriel]

Le 21 avril 2017

Mme. la Secrétaire Générale
CIRDI
Banque Mondiale
1818H Street, N.W.
MSN U3-301
Washington DC 20433

Réf. : Victor Pey Casado et Fondation Président Allende c. République du Chili (Affaire No. ARB-98-2. Interprétation)

Madame la Secrétaire Générale,

Les parties Demanderesse accusent réception des lettres du Centre et de M. Raed Fathallah du 19 avril 2017 relatives à la désignation de ce dernier comme Président du Tribunal arbitral. Elles vous en remercient et conformément à la Règle d'arbitrage n° 44 sollicitent qu'il soit mis fin à l'instance dans le stade où elle se trouve aujourd'hui en vertu des raisons qui suivent.

1. Dans sa lettre du 4 avril 2017 le Centre notait

« que Monsieur Fathallah a indiqué qu'il intervient comme conseil de la République de Croatie dans une affaire dans laquelle Monsieur Drymer a été nommé Président du Tribunal (Affaire CIRDI ARB/16/28). »

2. Dans sa lettre M. Fathallah indique à propos de l'arbitre nommé le 17 janvier 2017 par l'État du Chili, M. Stephen L. Drymer :

My firm is currently appearing before Mr. Drymer in a pending ICSID matter (Amlyn Holding B.V. v. Republic of Croatia (ICSID Case No. ARB/16/28)),

et également:

"I do not consider that any previous professional interaction with experts who have been implicated in these proceedings to be relevant for the purposes of identifying any potential conflict of interest"

3. Apparemment M. Fathallah considère que sa présence au sein de ce tribunal avec M. Drymer ne lui permet en aucun cas d'identifier un quelconque conflit d'intérêt potentiel

- i. Alors que M. Drymer aurait au moins un 33% de poids dans la sentence à venir dans l'affaire où M. Fathallah est un conseil ;
- ii. Alors que M. Fathallah n'aurait pas moins de 50% de poids dans la décision de la question soulevée le 4 avril 2017¹ par les Demanderesses relative à M. Drymer, à savoir :

« 1. Constaté, conformément aux articles nos. 50, 44 et 41(1) de la Convention et le pouvoir inhérent du Tribunal arbitral, par la voie de l'interprétation des §§34 à 37 et 729 en rapport avec les paras. 5 à 7 du Dispositif de la Sentence arbitrale, la décision du Tribunal arbitral du 25 avril 2006 et le §359(4) de la Décision du 18 décembre 2012 du Comité ad hoc, obligatoires pour les parties, que Monsieur Stephen Laurence Drymer a été désigné arbitre en violation de l'autorité de la chose jugée et des articles 56(3) et 38 (celui-ci par analogie) de la Convention et des autres dispositions de la Convention et du Règlement d'arbitrage citées supra, et, en conséquence

2. Statuer conformément à la Règle d'arbitrage n° 19 que, dans les circonstances de l'espèce, M. Stephen Laurence Drymer ne peut pas faire partie du Tribunal arbitral et qu'il incombe au Président du Conseil Administratif de nommer l'arbitre devant occuper la place qui était celle de l'arbitre M. Leoro Franco dans le Tribunal arbitral initial et, en conséquence,

3. Inviter le Président du Conseil Administratif à nommer cet arbitre parmi les membres de la liste des arbitres » ;

- iii. Alors que M. Fathallah aurait 100% de poids pour déterminer, le cas échéant, un partage égal des voix et renvoyer *ex* article 58 de la Convention la décision relative à M. Drymer à M. le Président du Conseil Administratif du CIRDI, qui aurait nommé M. Fathallah Président du Tribunal arbitral conformément à la Règle 51(3), et
 - iv. Alors que le Secrétariat du CIRDI a fait connaître dans sa communication du 7 avril 2017 qu'il ne partageait pas l'interprétation soutenue par les Demanderesses le 4 avril précédent.
4. Il résulte des quatre éléments précédents que M. Fathallah aurait un rôle prépondérant à jouer dans la décision de maintenir ou non M. Drymer au sein de ce tribunal, et ce, alors que, concurremment, M. Drymer est président du tribunal dans une affaire où M. Fathallah est conseil de l'une des parties. Sans porter aucun jugement sur l'indépendance ou l'impartialité de M. Fathallah, une telle configuration constitue objectivement un conflit d'intérêt potentiel que M. Fathallah n'a pas su identifier et que les parties demanderesses ne sauraient accepter.

¹ Accessible dans <http://bit.ly/2o7A0HS>

5. Ce conflit d'intérêt potentiel se manifeste une semaine après la manifestation des éléments suivants :
- i. Qu'aient été prises les décisions de M. le Président du Conseil Administratif du CIRDI relatives aux conflits apparents d'intérêts dans la procédure initiée le 27 octobre 2016 *ex* article 49(2) entre les mêmes parties²,
 - ii. Qu'ait été dévoilé le 12 avril 2017³ par l'État du Chili, suite à l'intention de nommer un *barrister* membre des Essex Court Chambers pour présider le Tribunal arbitral ayant mission de décider la demande de ressoumission formulée par les Demanderesses le 18 juin 2013⁴, intention annoncée par le CIRDI le 13 décembre 2013,
 - iii. Que le 13 janvier 2014 -le jour même où des membres des Essex Court Chambers commençaient à signer la déclaration prévue à la Règle d'arbitrage n° 6(2)⁵ devenant membres du Tribunal arbitral⁶, un Tribunal chilien statuait, à la demande du gouvernement chilien, que l'identité et la rémunération des conseils étrangers ou chiliens prêtant service à l'État dans un litige international constituerait désormais un secret d'État relevant de la « *la seguridad de la Nación o el interés nacional* »⁷.
 - iv. Alors qu'avant l'intervention de membres des Essex Court Chambers dans le présent arbitrage le Gouvernement et la presse du Chili avaient fait savoir qu'il avait été versé entre 2009 et 2012 **seize millions d'US\$ (US\$16.000.000)** à des conseils de l'État chilien -dont plusieurs étaient membres des Essex Court Chambers⁸.

² Voir la procédure de récusation de deux arbitres formulée par des Demanderesses dans la procédure de rectification d'erreurs matérielles contenues dans la Sentence arbitrale du 16 septembre 2016, accessibles dans <http://bit.ly/2IJgHhW> (fr) et <http://bit.ly/2mqbmAA> (es); 13 janvier 2017 dans <http://bit.ly/2IKWOCc> (fr) et <http://bit.ly/2ILliiT> (es); 23 février 2017 dans <http://bit.ly/2m25D3H> (fr) et <http://bit.ly/2oO9P7x>; 28 février 2017 dans http://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/italaw8485_0.pdf; 4 mars 2017 dans http://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/italaw8486_0.pdf (fr) et <http://bit.ly/2pXWnvX> (es); 11 mars 2017

dans <http://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/italaw8539.pdf>; 21 mars 2017 dans <http://bit.ly/2ov5S5H> (fr) et <http://bit.ly/2nJtbsD> (es); 24 mars 2017 dans <http://bit.ly/2ouW9MG> (fr) et <http://bit.ly/2nv5svn> (es); et les Décisions du Président du Conseil Administratif du CIRDI du 21 février 2017, dans <http://bit.ly/2m6ee35> (en) et <http://bit.ly/2mZUnGD> (es), et du 13 avril 2017

³ **Pièce n° 1**. communication des autorités du Chili du 12 avril 2017 refusant de révéler l'identité et les honoraires de ses conseils et experts et également membres des Essex Court Chambers

⁴ **Pièce n° 2**. le 13 décembre 2013 CIRDI communique son intention de nommer Sir Franklin Berman arbitre Président du Tribunal de ressoumission du différend

⁵ Règle d'arbitrage n° 6(2) : «*Je reconnais qu'en signant cette déclaration, je souscris l'obligation continue de notifier au Secrétaire général du Centre, dans les plus brefs délais, toute relation ou circonstance qui apparaîtrait ultérieurement au cours de l'instance* ».

⁶ **Pièce n° 3** et **pièce n° 4**. signature par MM. Berman et Veeder les 13 et 31 janvier 2014, respectivement, de la déclaration devenant membres du Tribunal arbitral de ressoumission du différend

⁷ **Pièce n° 5**. Sentence de la Cour Suprême du Chili du 13 janvier 2014, Rol N° 13510-2013, Considérant 5^{ème}, accessible dans <http://bit.ly/2nRSiNn>

⁸ **Pièce n° 6**. «*Defensa en La Haya costó 16 US\$ millones*», La Tercera (Santiago), 22 juin 2013, accessible dans <http://bit.ly/2nRT0Zg>

- v. Et, en conséquence, que révéler l'identité des conseils ayant encaissé ces millions d'US\$ était pleinement conforme à la loi du Chili selon la Sentence de la Cour d'Appel de Santiago du 13 novembre 2013, qui avait statué

« 14° Que, pour ce qui concerne l'information portant sur les noms des avocats chargés de la défense du Chili devant la Cour Internationale de Justice, sa révélation ne saurait signifier un obstacle à la stratégie de défense, comme prétend la plaignante, dès lors qu'il n'a pas été demandé de prendre connaissance des documents, antécédents, rapports, mémoires et contre-mémoires mis en œuvre et élaborés par les professionnels, constituant ce qui est véritablement pertinent pour la défense juridique dans le cadre du procès et bien entendu pour l'intérêt de la nation toute entière ; toutefois, le fait de connaître leurs noms ne revêt pas le même caractère ; noms qui, au surplus, comme cela a déjà été mentionné précédemment, sont pleinement connus par le Tribunal-Cour Internationale de Justice- qui traite le procès, et certainement et comme il est évident, également par la partie adverse et en outre par toute personne en mesure d'accéder librement à l'information publique tant de la Cour Internationale de Justice que du Ministère des Relations Extérieures lui-même (...). De la sorte, on ne perçoit pas le danger réel, concret et déterminé, pour la défense des droits du pays (...). »⁹

6. En d'autres termes, le secret d'État a été opposé par la Défenderesse à la confirmation de l'identité et les millions de US\$ versés entre 2005 et 2017 par l'État du Chili à des *barristers* et autres membres Essex Court Chambers.
7. Le 13 janvier 2017 les Demanderesses avaient porté à la connaissance du Centre que l'ancien Ministre du Gouvernement britannique, M. Jack Straw, avait publiquement confirmé en 2016 la fraude échafaudée par le Gouvernement du Chili à l'encontre de l'administration de la Justice et du Gouvernement britannique sous couvert de « confidentialité », afin de contrecarrer la bonne marche auprès de Cours de Justice anglaise d'une action judiciaire initiée par la Fondation espagnole Président Allende :

« L'investisseur espagnol codemandeur– la Fondation Président Allende - s'est déjà heurtée à d'autres agissements du Gouvernement du Chili menés à

⁹ Pièce n° 7. Sentence de la Cour d'Appel de Santiago du 13 novembre 2013, N° Civil 4680-2012, Considérant 14^{ème} : « *Que, en lo que respecta a la información de los nombres de los abogados encargados de la defensa de Chile ante la Corte Internacional de Justicia, su revelación, no puede significar entorpecer la estrategia de defensa, como pretende la reclamante, desde que no se ha pedido conocer los documentos, antecedentes, informes, memorias y contramemorias diseñados y elaborados por los profesionales, siendo ello lo verdaderamente relevante para la defensa jurídica en el pleito y por supuesto para el interés de la nación toda; sin embargo no reviste el mismo carácter, conocer sus nombres; los que por lo demás, como ya se expresara precedentemente, son plenamente conocidos por el tribunal-Corte Internacional de Justicia- que substancia el juicio, desde luego y como es obvio, también por la contraparte en el pleito y además para cualquier persona que libremente puede acceder a la información pública tanto de la Corte Internacional, como del mismo Ministerio de Relaciones Exteriores; de lo que se infiere que las afirmaciones de la reclamante no están respaldadas en antecedentes concretos y objetivos, sino que constituyen sólo apreciaciones personales y subjetivas. De forma tal, no se advierte el peligro real, concreto y determinado, para la defensa de los derechos del país (...)* », accessible dans <http://bit.ly/2pqznpN>

Londres sous couvert de l'obligation de confidentialité. Parmi les protagonistes figuraient MM. José Miguel Insulza, Ministre chilien des Affaires étrangères, et les avocats du Chili à Londres, dont M. Alberto Van Kleveren (...).

L'obligation de confidentialité avait été accaparée et appliquée par le Gouvernement du Chili et ses avocats à Londres à une opération sous couvert qui avait comme cible le Gouvernement du Royaume Uni et comme objectif de mettre fin, définitivement, à la poursuite effective d'une procédure judiciaire de la Fondation espagnole, la partie Demanderesse auprès de la Cour d'Assise Nationale d'Espagne (...).¹⁰

Une instrumentalisation de la confidentialité, cette fois du système des barristers' chambers, est aujourd'hui appliquée dans le système CIRDI par le Gouvernement du Chili, avec une finalité similaire et au détriment de la même Fondation Demanderesse, en sa qualité, cette fois-ci, d'investisseur espagnol dans les entreprises de presse CPP S.A. et EPC Ltée. (...).¹¹

8. L'expérience cumulée dans le présent arbitrage fait apparaître des éléments concordants au détriment des Demanderesses:
- i. Lors de la nomination du 1^{er} arbitre désigné par l'État chilien, M. Jorge Witker Velásquez, l'État et l'arbitre avaient passé sous silence dans la note biographique de ce dernier qu'il était chilien *iure soli* et *iure sanguinis*¹² et, en conséquence, inhabilité pour être arbitre, forçant ainsi une première récusation afin de faire respecter l'art. 39 de la Convention ;
 - ii. Le deuxième arbitre nommé par l'État chilien, M. Leoro Franco, s'est apparemment concerté avec l'État chilien pour saborder la procédure aussitôt annoncé aux parties par le Tribunal qu'il allait communiquer sa décision relative à la compétence. La Décision du Tribunal arbitral initial du 25 avril 2006, adoptée en vertu de l'article 56(3) de la Convention et la Règle d'arbitrage 8(2), est reprise dans les §§34 à 37 et 729 de la Sentence arbitrale du 8 mai 2008 :

« 34. Au cours de l'été 2005, le Président rédigea un projet partiel de décision sur la compétence, dont il soumit le 3 juin le texte, confidentiel, aux autres

¹⁰ Procédure ex article 49(2) de la Convention : Communication des Demanderesses au Centre le 13 janvier 2017 (pièce y annexée n° 1) à savoir la Demande de la *Fondation espagnole Président Allende c. Augusto Pinochet et autres*, 4 juillet 1996, Cour d'Instruction Nationale num. 6, Audiencia Nacional de España, accessible dans <http://bit.ly/2hX1iNJ> (en anglais), et dans <http://bit.ly/2h020rM> (en espagnol)

¹¹ Procédure ex article 49(2) de la Convention : Communication des Demanderesses au Centre le 13 janvier 2017, §§98 à 107 et 117, accessible dans <http://bit.ly/2IKWOCc> (fr) et <http://bit.ly/2ILlItT> (es)

¹² Voir la *Brève synthèse raisonnée de la méthode mise en œuvre par la représentation du Chili afin de faire échec à l'arbitrage: placer le Tribunal sous influence, prolonger la procédure et maximiser les coûts*, du 27 juin 2014, pièce CM-00 de la procédure en annulation de la totalité de la Sentence arbitrale du 8 mai 2008 à la demande du Chili, accessible dans <http://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/italaw3245.pdf>, p.4.13.1.7

membres du Tribunal pour une délibération prévue à New York le 19 septembre 2005. [13]

35. Par lettre du 23 août 2005, la République du Chili a demandé la récusation des trois membres du Tribunal arbitral, dont l'un (l'Ambassadeur Galo Leoro Franco, de nationalité équatorienne) donna sa démission par lettre du 26 août 2005, au motif qu'il aurait perdu la confiance de la partie l'ayant désigné. À la suite de cette démission, le Chili a retiré par écrit sa requête de récusation concernant ce dernier. La démission de Monsieur Leoro Franco, à la veille de la délibération du Tribunal fixée avec son accord, n'étant justifiée au regard d'aucun des motifs prévus aux articles 56 (3) de la Convention CIRDI et 8 (2)¹⁴ du Règlement d'arbitrage, elle n'a pas été acceptée par les deux autres membres du Tribunal arbitral, et le Président du Conseil administratif a été appelé à pourvoir à la vacance ainsi créée. C'est ce qu'il a fait en désignant M. Emmanuel Gaillard, professeur de droit et avocat à Paris.

36. Il est apparu par la suite, notamment après un entretien accordé par M. Robert Dañino, alors Secrétaire général du CIRDI, à une importante délégation chilienne sur la demande de cette dernière, que la récusation demandée par le défendeur à la veille de la délibération prévue par le Tribunal arbitral était motivée en réalité par la connaissance du projet de décision partielle proposé par le Président, projet interne que l'Arbitre Leoro Franco avait cru pouvoir communiquer à la partie qui l'avait désigné, au mépris de l'obligation, incontestée, de la confidentialité des documents de travail du Tribunal et du secret des délibérations.

37. L'existence de cette violation n'est pas contestée, mais au contraire reconnue par la défenderesse. Le doute subsiste seulement sur la question de savoir qui en a pris l'initiative mais il n'incombe pas au présent Tribunal arbitral de se prononcer à ce sujet, malgré les protestations et demandes présentées au CIRDI par les demanderesses. »

- iii. En effet, le comportement de l'arbitre nommé par le Chili a provoqué un si grand dommage aux Demanderesses que celles-ci ont sollicité à plusieurs reprises depuis le 5 avril 2006 que M. le Président du Conseil administratif du CIRDI lève l'immunité dudit arbitre afin de leur permettre de mettre en œuvre son éventuelle responsabilité civile.¹⁵ M. Leoro Franco est décédé avant.

7. La succession de faits successifs et concordants ainsi résumés, la concurrence avérée d'actions absolument opaques sous couvert du secret d'État formellement opposé par les autorités du Chili le 12 avril 2017 à la demande de transparence concernant ses relations directes ou indirectes avec des arbitres, la présence dans le Tribunal

¹³ Final award draft of the President de juin 2005, communiqué aux parties le 13 septembre 2006 à la demande des Demanderesses –car le Gouvernement du Chili en avait déjà eu connaissance par des moyens illicites. Il est accessible sur <http://bit.ly/2mwmb4O>

¹⁴ Art. 8(2) du Règlement d'arbitrage : « Un arbitre peut démissionner en soumettant sa démission aux autres membres du Tribunal et au Secrétaire général. Si cet arbitre a été nommé par l'une des parties, le Tribunal considère sans délai les raisons de sa démission et décide s'il y a lieu de l'accepter. Le Tribunal notifie sa décision au Secrétaire général »

¹⁵ Procédure arbitrale initiale : le 5 avril 2006 les Demanderesses sollicitent au CIRDI lever l'immunité de M. Leoro Franco, accessible dans <http://bit.ly/2nH2XqK> (Fr) et <http://bit.ly/2osuJqW> (esp)

arbitral en formation d'un arbitre nommé par l'État du Chili dans les circonstances spécifiques du cas d'espèce, le conflit d'intérêts potentiel objectivement constatable entre cet arbitre et celui pressenti pour présider le Tribunal arbitral, portent les Demanderesses à **solliciter respectueusement que, conformément à la Règle d'arbitrage n° 44 il soit mis fin à l'instance dans le stade où elle se trouve aujourd'hui.**

Nous vous prions d'agréer, Madame la Secrétaire Générale du CIRDI, l'expression de notre considération distinguée

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dr. Garcés', with a long horizontal flourish extending to the right.

Dr. Juan E. Garcés
Représentant de M. Victor Pey-Casado, Mme. Coral Pey-Grebe et de la
Fondation espagnole Président Allende

PIÈCES ANNEXÉES

1	Procédure <i>ex</i> article n° 49(2) de la Convention initiée le 27 octobre 2016: Communication des autorités du Chili refusant de révéler l'identité et les honoraires de ses conseils et experts chez les Essex Court Chambers	2017-04-12
2	Procédure de resoumission du différend, initiée le 18 juin 2013 : le CIRDI communique son intention de nommer M. Berman Président du Tribunal arbitral	2013-12-13
3	Procédure de resoumission du différend, initiée le 18 juin 2013 : Sir Franklin Berman signe son acceptation pour présider le Tribunal arbitral de resoumission du différend	2014-01-13
4	Procédure de resoumission du différend, initiée le 18 juin 2013 : M. V.V. Veeder signe son acceptation d'arbitre du Tribunal arbitral de resoumission du différend	2014-01-31
5	Sentence de la Cour Suprême du Chili, Rol N° 13510-2013	2014-01-13
6	<i>“Defensa en La Haya costó 16 US\$ millones”</i> , <u>La Tercera</u> (Santiago)	2013-06-22
7	Sentence de la Cour d'Appel de Santiago, N° Civil 4680-2012	2013-11-13

PIÈCE NUM. 1

-----Mensaje original-----

De: Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado (DIFROL) [<mailto:no-responder@portaltransparencia.cl>]

Enviado el: miércoles, 12 de abril de 2017 15:44

Para: varaya@adsl.tie.cl

Asunto: Respuesta a su solicitud de información AC003T0000461

Sr(a) Victor Araya Anchia

Le informamos que este organismo ha revisado y dado respuesta a su solicitud de información AC003T0000461. Sírvase revisar los documentos adjuntos con los detalles de la respuesta a su solicitud.

Con la notificación de esta respuesta, se da por terminado ante este órgano el procedimiento administrativo de acceso a la información correspondiente a su solicitud.

Atte.

Constanza Gallardo

Encargado de Transparencia

Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado (DIFROL)

Importante: Para evitar que los mensajes del Portal de Transparencia se desvíen a spam o correo basura, ajuste los filtros para recibir siempre mensajes de dominios de correo electrónico de confianza como portaltransparencia.cl o agregue al remitente de este correo a la lista de sus correos seguros.

En virtud del principio de transparencia de la función pública, la información contenida en este correo y en los documentos que se hubieren adjuntado es pública, salvo que concurra algún caso de reserva o secreto previsto en la Ley de Transparencia u otras leyes de quórum calificado.

Respuesta a Solicitud de Información Pública Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado Sistema Integral de Información y Atención Ciudadana	Nº Solicitud: AC003T-000000461
	Página 01 de 02
	Documentos Anexos: 00

Asunto	Essex Court Chambers
Correo Electrónico	varava@adsl.tie.cl

Señor Araya:

Damos respuesta a su Solicitud de Información Pública, ingresada originalmente con fecha 7 de marzo de 2017 al Ministerio de RR.EE. bajo el Nº AC001T0000628, la que fuera derivada a esta Dirección Nacional con fecha 15 de marzo de 2017 e ingresada con el Folio AC 003T0000461, en lo que dice relación con lo siguiente:

"Solicito se me entreguen copia de todos los antecedentes que digan relación con pagos efectuados por este Ministerio de Relaciones Exteriores o cualquier repartición subordinada al mismo, a cualquier miembro o abogado de la Essex Court Chambers de Londres desde el 1 de enero del año 2005 hasta la fecha."

"Necesito me proporcionen toda la información que diga relación con el monto pagado, la fecha de cada pago, y la individualización del beneficiario."

"Adicionalmente, y en la medida que sea posible solicito información acerca del concepto por el cual se hizo cada pago, y la justificación del mismo."

Sobre el particular, se hace presente en primer término que Essex Court Chambers no es una oficina o bufete de abogados, ni una sociedad comercial de abogados o un estudio jurídico, sino una comunidad de profesionales que se limitan a compartir gastos comunes y administrativos bajo un mismo techo, no así los casos que patrocinan, los que toman en forma individual y bajo estrictas reglas de confidencialidad. De hecho, hay oportunidades en que abogados de Essex Court Chambers han representado a distintas contrapartes en un mismo juicio.

Desde la fecha inicial que señala en su solicitud, esta Dirección Nacional ha trabajado con abogados miembros de la Essex Court Chambers, en base a contratos individuales, algunos ya terminados, y todos referidos a la defensa de Chile en los siguientes litigios ante la Corte Internacional de Justicia: a) Disputa Marítima (Perú v. Chile); b) Obligación de Negociar (Bolivia v. Chile), y c) Estatus y Uso de las Aguas del Silala (Chile v. Bolivia).

Respecto de los antecedentes relativos a los pagos efectuados a estos abogados, montos y fechas de pago, no es posible otorgar acceso a dicha información, por cuanto ésta tiene el carácter de reservada bajo el amparo del artículo 21, Nº 4 y Nº 5, de la Ley 20.285, fundado en que: (i) " ... su publicidad, comunicación o conocimiento afecta el interés nacional, en especial si se refieren ... a las relaciones internacionales del país ...", y (ii) " ... se trate de documentos, datos e informaciones que una ley de quórum calificado ha declarado reservados o secretos, de acuerdo a las causales señaladas en el artículo 8º de la Constitución Política", y que dicen relación con la República de Chile y los abogados que la representan ante la Corte Internacional de Justicia.

En efecto, estos abogados representan el interés de Chile ante la Corte Internacional de Justicia, de manera que divulgar sus honorarios, montos y fechas de los pagos respectivos, afecta el interés nacional, creando vulnerabilidades en la defensa del país ante el órgano judicial principal de la Organización de las Naciones Unidas. La evaluación en este caso de la necesidad de reserva para salvaguardar el interés nacional corresponde a la Presidenta de la República, quien a través del Ministerio de Relaciones Exteriores y sus órganos dependientes, dirige las relaciones internacionales del país.

Adicionalmente cabe tener presente que entre Chile y sus abogados existe una relación de Cliente-Abogado, la que comprende el privilegio de que se mantengan en reserva las comunicaciones entre ellos, incluidos sus honorarios y montos percibidos por ellos. Este privilegio comprende la inviolabilidad de todo papel o documento. A este respecto, el Artículo 42 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia se refiere expresamente a los privilegios que existen respecto de los abogados que representan a las Partes ante este máximo órgano judicial de las Naciones Unidas.

La inviolabilidad de los documentos y papeles está establecida en el Artículo IV, sección 11, de la Convención General sobre Prerrogativas e Inmunidades de las Naciones Unidas. Nuestro país es Parte Contratante de todos estos tratados, y los mismos han sido promulgados y publicados por Chile.

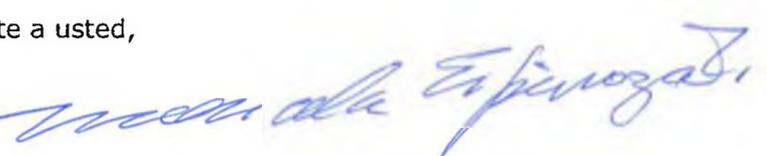
El sistema jurídico en su conjunto debe respetar esta relación Cliente-Abogado, existente entre los abogados que representan al país ante tribunales internacionales y la República de Chile, así como los privilegios que la misma conlleva. De esta manera y por aplicación de estos tratados internacionales, el Estado de Chile tiene el deber y el derecho de reserva respecto de los pagos realizados a sus abogados, como también de todo papel o documento relativo a esa relación. Estos tratados tienen, respecto del establecimiento del privilegio de la reserva de la información propia de la relación cliente-abogado, un carácter de leyes de quórum calificado, por mandato de la disposición cuarta transitoria de la Constitución Política de la República.

Todo lo anterior, se condice con lo resuelto por la Excelentísima Corte Suprema en sentencia en Recurso de Queja, de fecha 13 de enero de 2014, en autos Rol 13.510-2013, oportunidad en la cual también se había solicitado información sobre los montos percibidos por abogados que representaban a Chile ante la Corte Internacional de Justicia.

Por las razones antes esgrimidas, esta Dirección Nacional viene en denegar esta Solicitud.

Saluda atentamente a usted,




MARCELA ESPINOZA NISSIM
Directora Nacional de Fronteras y Límites del Estado
Subrogante

PIÈCE NUM. 2

le 17 décembre 2013

Par courriel

M. Víctor Pey Casado
et Fondation Président Allende
c/o M. Juan E. Garcés y Ramón
Calle Zorrilla no. 11, primero derecha
Madrid - 28014
Espagne

République du Chili
c/o Vice président exécutif
Comité des Investissements Etrangers
Ahumada 11, Piso 12
Santiago du Chili, Chili
et
c/o M. Paolo Di Rosa,
Arnold & Porter LLP
555 Twelfth Street, N.W.
Washington, D.C. 20004-1206, USA

Réf : Víctor Pey Casado et Fondation Président Allende c. République du Chili
(Affaire CIRDI ARB/98/2 – Nouvel examen)

Messieurs,

Dans l'affaire citée en référence, Monsieur le professeur Philippe Sands, nommé par les Demandeurs et Maître Alexis Mourre, nommée par la Défenderesse, ont accepté leur nomination en qualité d'arbitres.

Par lettre du 9 octobre 2013, les Demandeurs ont demandé au Président du Conseil administratif du CIRDI de nommer le Président du Tribunal conformément à l'article 38 de la Convention du CIRDI et l'article 4(1) du Règlement d'arbitrage du CIRDI.

Comme indiqué dans la lettre du Centre en date du 16 novembre 2013, la procédure de liste n'a pas abouti à la sélection d'un candidat mutuellement acceptable. Dans ces conditions, la nomination du Président du Tribunal se fera conformément aux articles 38 et 40(1) de la Convention.

Nous envisageons dans ce cadre de proposer au Président du Conseil administratif du CIRDI la nomination de Monsieur Franklin Berman, de nationalité britannique, en qualité de Président du Tribunal. Monsieur Berman a été désigné sur la liste des arbitres du CIRDI par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le *curriculum vitae* de Monsieur Berman est joint à la présente.

Si l'une ou l'autre des parties souhaite soumettre des observations concernant cette proposition, celles-ci devront être reçues au plus tard le lundi 23 décembre 2013.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Meg Kinnear', written in a cursive style.

Meg Kinnear
Secrétaire général

Pièce jointe

PIÈCE NUM. 3

DECLARATION – Règlement d'arbitrage 6(2)

Víctor Pey Casado et Fondation « Presidente Allende »

c.

République du Chili

(Affaire CIRDI No. ARB/98/2 – Nouvel examen)

A ma connaissance, il n'existe aucune raison susceptible de m'empêcher de faire partie du Tribunal arbitral constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements à l'occasion d'un différend entre Víctor Pey Casado et Fondation « Presidente Allende » et la République du Chili (Affaire CIRDI ARB/98/2 – Nouvel examen).

Je m'engage à tenir confidentielle toute information portée à ma connaissance du fait de ma participation à la présente instance, ainsi que le contenu de toute sentence prononcée par le Tribunal.

Je m'engage à juger les parties de façon équitable, conformément au droit applicable, et à ne pas accepter d'instructions ou de rémunération relativement à l'instance, quelle qu'en soit l'origine, à l'exception de celles prévues à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats et aux règlements adoptés en vertu de ladite Convention.

Est jointe à la présente une déclaration concernant (a) mes relations professionnelles d'affaires et autres (s'il en existe) avec les parties, passées et actuelles, et (b) toute autre circonstance qui pourrait conduire une partie à mettre en cause ma garantie d'indépendance. Je reconnais qu'en signant cette déclaration, je souscris l'obligation continue de notifier au Secrétaire général du Centre, dans les plus brefs délais, toute relation ou circonstance qui apparaîtrait ultérieurement au cours de l'instance.

Signature: _____


Franklin Berman

Date: le 13.1.2014

Déclaration ci-jointe

Aucune déclaration

PIÈCE NUM. 4

DECLARATION – Règlement d'arbitrage 6(2)

Víctor Pey Casado et Fondation « Presidente Allende »

c.

République du Chili

(Affaire CIRDI No. ARB/98/2 – Nouvel examen)

A ma connaissance, il n'existe aucune raison susceptible de m'empêcher de faire partie du Tribunal arbitral constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements à l'occasion d'un différend entre Víctor Pey Casado et Fondation « Presidente Allende », Demandeurs, et la République du Chili, Défenderesse (Affaire CIRDI ARB/98/2 – Nouvel examen).

Je m'engage à tenir confidentielle toute information portée à ma connaissance du fait de ma participation à la présente instance, ainsi que le contenu de toute sentence prononcée par le Tribunal.

Je m'engage à juger les parties de façon équitable, conformément au droit applicable, et à ne pas accepter d'instructions ou de rémunération relativement à l'instance, quelle qu'en soit l'origine, à l'exception de celles prévues à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats et aux règlements adoptés en vertu de ladite Convention.

Est jointe à la présente une déclaration concernant (a) mes relations professionnelles d'affaires et autres (s'il en existe) avec les parties, passées et actuelles, et (b) toute autre circonstance qui pourrait conduire une partie à mettre en cause ma garantie d'indépendance. Je reconnais qu'en signant cette déclaration, je souscris l'obligation continue de notifier au Secrétaire général du Centre, dans les plus brefs délais, toute relation ou circonstance qui apparaîtrait ultérieurement au cours de l'instance.

Signature: V.V. Veeder
Van Vecht Veeder

Date: 31. i. 2014

**VAN VEEDER
VEEDER**

Déclaration ci-jointe	<input type="checkbox"/>
Aucune déclaration	<input checked="" type="checkbox"/>

V. V. Veeder QC

**Essex Court Chambers
24 Lincoln's Inn Fields
London WC2A 3EG
England**

Telephone: (Int +44) 207 813-8000
Arbitrator Fax: (Int +44) 207 813-2024
Arbitrator E-mail: vvveeder@londonarbitrators.net

PIÈCE N° 5

Santiago, trece de enero de dos mil catorce.

Vistos y teniendo presente:

PRIMERO: Que en estos autos Rol N° 13510-2013 el Fisco dedujo recurso de queja en contra de los integrantes de la Sexta Sala de la Corte de Apelaciones de Santiago, Ministro señor Mauricio Silva Cancino, Ministra Suplente señora Jenny Book Reyes y Abogado Integrante señora Claudia Schmidt Hott. Funda el arbitrio atribuyendo a los recurridos falta o abuso grave al dictar la sentencia de trece de noviembre pasado en la causa Rol N° 4680-2012, en virtud de la cual rechazaron la reclamación deducida por su parte en contra de la decisión de amparo Rol C-1553-2011 adoptada por el Consejo Directivo del Consejo para la Transparencia en sesión de 13 de junio de 2012, que acogió el amparo por denegación de información deducido por Romina Colman Carnevali y, en consecuencia, ordenó al Ministerio de Relaciones Exteriores, a través de la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado, la entrega de antecedentes que califica de reservados referidos a los abogados que hayan representado a Chile entre enero de 2010 y octubre de 2011 ante la Corte Internacional de Justicia de La Haya, en el contexto de la demanda marítima presentada por Perú en el proceso caratulado por la Corte Internacional de Justicia "Maritime Dispute" (Perú v. Chile) y el monto de los honorarios percibidos por cada uno de ellos.

SEGUNDO: Que el quejoso funda su recurso expresando que la solicitante de la información es una estudiante argentina que ha efectuado seis presentaciones ante el Ministerio para poner a prueba el sistema de transparencia y denuncia que durante la tramitación del amparo ante el Consejo para la Transparencia este organismo recibió un escrito con observaciones y antecedentes presentado por la señora Colman Carnevali después de vencido el plazo para ello, el que no fue puesto en su conocimiento y que la dicha gestión no fue recibida a prueba, omisiones con las que fueron vulnerados los principios de legalidad y de bilateralidad de la audiencia.

Como primera falta o abuso aduce que ha sido desechada sin fundamento alguno la causal de reserva del artículo 21 N° 4 de la Ley de Transparencia, pese a que la decisión reclamada ciertamente afecta el interés nacional, pues al ordenar revelar los honorarios profesionales de que se trata sitúa a nuestro país en una posición de desventaja frente a su contendor, quien no ha entregado esa información. Agrega que ello es más grave si se considera que Chile enfrentará un litigio con la República de Bolivia, sin perjuicio de otros asuntos que pudieren transformarse en contenciosos internacionales. Al respecto, arguye que se debe dilucidar quién se encuentra autorizado para ponderar los efectos dañinos de la revelación de que se trata, evaluación referida a la concurrencia de la

causal alegada que debe efectuar el Presidente de la República, pues a él corresponde por mandato constitucional la conducción de las relaciones exteriores, y, además, por el Ministro del ramo, cuya opinión técnica debió ser escuchada y, sin embargo, no lo fue. Explica que en lo concreto la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado ponderó técnicamente el efecto que la publicidad de que se trata podría producir en la estrategia chilena ante la Corte de La Haya. En esas condiciones, el quejoso estima que el fallo vulnera una atribución privativa del Primer Mandatario al calificar la afectación del interés nacional y, en consecuencia, comete falta o abuso.

Sin perjuicio de lo dicho, expone que la publicidad en comento incidiría en el prestigio internacional del país, en tanto supondría violentar la confidencialidad del contrato de asesoría profesional suscrito por él, y que, además, incidirá en la estrategia de defensa de un caso que concierne a los derechos soberanos del país en la medida que pone en riesgo la relación de Chile y sus abogados, en particular en lo vinculado a un proceso actualmente en curso, más aún si la finalidad de la petición es la de poner a prueba el sistema.

Añade que los jueces recurridos han ponderado erróneamente el perjuicio que podría acarrear la entrega de la información en cuestión a la defensa del interés nacional, con lo que también incurren en falta o abuso.

Igualmente estima que se comete una nueva falta o abuso en la medida que los sentenciadores razonan indicando que la labor de la defensa ya ha concluido, pese a que no se ha dictado fallo en el proceso a que los servicios profesionales de que se trata se refieren y aún pueden realizarse diversas actuaciones en él.

Como segunda falta o abuso asevera que ha sido desestimado sin fundamento el deber de reserva contenido en el artículo 42.3 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia de La Haya. En efecto, alega que los sentenciadores entienden inaplicable esa disposición al caso de marras, pues ella correspondería sólo a garantías funcionales para el desempeño de la labor de los abogados, interpretación que considera errónea y abusiva toda vez que la norma alude a la inviolabilidad de todo papel o documento, entre los que están incorporados los contratos celebrados para la prestación de servicios ante la Corte Internacional de Justicia, lo que se hace para proteger al profesional respectivo de un escrutinio indebido, como el de la especie. Además, indica que de acuerdo a la práctica y costumbre internacional la referencia a "privilegios" hecha en el artículo en cuestión debe entenderse que comprende el privilegio de la relación cliente-abogado, relativa al carácter secreto de sus comunicaciones.

En tercer lugar, alega como falta o abuso que los sentenciadores omiten pronunciarse acerca de infracciones

al debido proceso en que incurrió el Consejo para la Transparencia, consistentes en que admitió alegaciones y probanzas a una de las partes sin recibir a prueba ni poner en conocimiento de su representada tales piezas, con lo que transgredió el principio de bilateralidad de la audiencia.

En cuarto y último término aduce como falta o abuso que los recurridos no se pronunciaron respecto de una de las causales de reserva opuesta por su parte, específicamente la que atañe a que la decisión de amparo afecta el debido cumplimiento de las funciones del órgano, en tanto la publicidad en comento lo sería en desmedro de defensas jurídicas, como estatuye el artículo 21 N° 1 letra a) de la Ley de Transparencia, precisando que ella impactaría en funciones esenciales del órgano, particularmente las relativas a la defensa del Estado, y estima que la consideración quinta de la sentencia resulta ser exigua o insuficiente y se contrapone con otras decisiones de esta Corte, particularmente aquellas contenidas en los fallos dictados en las causas Rol N° 2582-2012 y Rol N° 2788-2012.

TERCERO: Que al informar los jueces recurridos expresan, respecto de la causal alegada por el reclamante del artículo 21 N° 1 letra a) de la Ley de Transparencia, que sí se pronunciaron en torno a ella desestimándola de acuerdo al claro tenor del artículo 28 de la misma ley, que impide oponerla al órgano público al que se ha ordenado

entregar la información de que se trata, cuando su negativa se haya fundado en la causal citada.

En cuanto a la circunstancia prevista en el artículo 21 N° 4 del mismo texto legal destacan que, recién el 26 de julio de 2012, se publicó en el Diario Oficial el Decreto Supremo N° 155/2001 del Ministerio de Relaciones Exteriores, que declara de naturaleza confidencial o cuya difusión pudiere afectar el interés nacional, de acuerdo al artículo 8 de la Ley N° 19.886, los servicios que requiera contratar la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado para, entre otros, la defensa internacional de los intereses de Chile. Explican que este Decreto Supremo fue dictado con posterioridad a la presentación de la solicitud de que se trata -que es de 24 de noviembre de 2011-, de lo que coligen que sólo en esa fecha la autoridad cambió de criterio en esta materia y que, a contrario sensu, antes no calificaba de reservadas las referidas contrataciones de servicios.

Además, consideran que no se vulnera el interés nacional porque el propio Ministerio no utilizó ninguna cláusula de confidencialidad en la contratación de los profesionales, lo que descarta nuevamente la reserva. Del mismo modo, destacan que ella no tiene la relevancia propia de una información que pueda afectar el interés nacional y su divulgación no puede afectar el bien común del país. Por último, resaltan que el proceso en que incide la

información está terminado en su etapa de discusión, de modo que las actuaciones de los profesionales de que se trata ya han concluido.

En resumen concluyen manifestando que, a su juicio, no han incurrido en falta o abuso grave.

CUARTO: Que el recurso de queja se encuentra contemplado en el Título XVI del Código Orgánico de Tribunales, que trata "De la jurisdicción disciplinaria y de la inspección y vigilancia de los servicios judiciales", y está reglamentado en su párrafo primero que lleva el epígrafe de "Las facultades disciplinarias".

Conforme al artículo 545 de ese cuerpo legal el recurso de queja solamente procede cuando en la resolución que lo motiva se haya incurrido en faltas o abusos graves, constituidos por errores u omisiones manifiestos e igualmente graves.

QUINTO: Que para resolver el asunto sometido a la consideración de esta Corte resulta preciso recordar, en primer lugar, que el artículo 8° inciso 2° de la Constitución Política de la República, incorporado por la Ley N° 20.050 del año 2005, establece que: "Son públicos los actos y resoluciones de los órganos del Estado, así como sus fundamentos y los procedimientos que utilicen. Sin embargo, sólo una ley de quórum calificado podrá establecer la reserva o secreto de aquéllos o de éstos, cuando la publicidad afectare el debido cumplimiento de las funciones

de dichos órganos, los derechos de las personas, la seguridad de la Nación o el interés nacional”.

Asimismo, es del caso consignar que la Constitución Política asegura el derecho de acceso a la información pública como una manifestación de la libertad de información (artículo 19 N° 12), el que se encuentra reconocido en la Carta Fundamental -aunque no en forma explícita- como un mecanismo esencial para la plena vigencia del régimen democrático y de la indispensable asunción de responsabilidades, unida a la consiguiente rendición de cuentas que éste supone por parte de los órganos del Estado hacia la ciudadanía, sin perjuicio de que representa además un efectivo medio para el adecuado ejercicio y defensa de los derechos fundamentales de las personas.

Tal preceptiva, que sin distinción obliga a todos los órganos del Estado, exige de éstos que den a conocer sus actos decisorios -tanto en sus contenidos y fundamentos- y que obren con la mayor transparencia posible en los procedimientos a su cargo, lo que se relaciona justamente con el derecho de las personas a ser informadas.

Con todo, la publicidad de los actos y resoluciones de los órganos del Estado tiene justificadas excepciones que contempla la Constitución, las que dicen relación con los valores y derechos que la publicidad pudiere afectar, referidas todas ellas explícita y taxativamente en la norma

constitucional antes transcrita y que sólo el legislador de quórum calificado puede configurar. Se sigue de ello que la interpretación de dichas excepciones debe efectuarse restrictivamente.

En cumplimiento del mandato constitucional fue dictada la Ley de Acceso a la Información Pública -Ley N° 20.285- que preceptúa, en lo que interesa, que "la función pública se ejerce con transparencia, de modo que permita y promueva el conocimiento de los procedimientos, contenidos y decisiones que se adopten en ejercicio de ella" (artículo 3°). También que "el principio de transparencia de la función pública consiste en respetar y cautelar la publicidad de los actos, resoluciones, procedimientos y documentos de la Administración, así como la de sus fundamentos, y en facilitar el acceso de cualquier persona a esa información, a través de los medios y procedimientos que al efecto establezca la ley" (artículo 4). Por último, que "en virtud del principio de transparencia de la función pública, los actos y resoluciones de los órganos de la Administración del Estado, sus fundamentos, los documentos que les sirvan de sustento o complemento directo y esencial, y los procedimientos que se utilicen para su dictación, son públicos, salvo las excepciones que establece esta ley y las previstas en otras leyes de quórum calificado. Asimismo, es pública la información elaborada con presupuesto público y toda otra información que obre en

poder de los órganos de la Administración, cualquiera sea su formato, soporte, fecha de creación, origen, clasificación o procesamiento, a menos que esté sujeta a las excepciones señaladas" (artículo 5).

SEXTO: Que corresponde abocarse ahora al examen del primer capítulo del recurso de queja en análisis, esto es, aquel que se refiere a la falta o abuso grave en que habrían incurrido los recurridos al desestimar sin fundamento la causal de reserva esgrimida por el Fisco para denegar el acceso a la información prevista en el N° 4 del artículo 21 de la Ley de Transparencia, con lo que se ha vulnerado, además, una facultad privativa del Presidente de la República al calificar y ponderar la afectación que la publicidad y divulgación podría causar en el interés nacional, en particular en lo referido a las relaciones internacionales.

Al respecto cabe consignar que la Ley de Transparencia previene, en su artículo 21 N° 4, que: "Las únicas causales de secreto o reserva en cuya virtud se podrá denegar total o parcialmente el acceso a la información, son las siguientes:

[...]

4. Cuando su publicidad, comunicación o conocimiento afecte el interés nacional, en especial si se refieren a la salud pública o las relaciones internacionales y los intereses económicos o comerciales del país".

SÉPTIMO: Que el N° 15 del artículo 32 de la Constitución Política de la República previene, acerca de las relaciones internacionales de nuestro país, que: "Son atribuciones especiales del Presidente de la República:

[...]

15°.- Conducir las Relaciones políticas con las potencias extranjeras y organismos internacionales, y llevar a cabo las negociaciones; concluir, firmar y ratificar los tratados que estime convenientes para los intereses del país, los que deberán ser sometidos a la aprobación del Congreso conforme a lo prescrito en el artículo 54 N° 1°. Las discusiones y deliberaciones sobre estos objetos serán secretos si el Presidente de la República así lo exigiere".

OCTAVO: Que a su turno el Decreto con Fuerza de Ley N° 161 de 1978, que contiene el "Estatuto Orgánico del Ministerio de Relaciones Exteriores", dispone en su artículo 1° que: "El Ministerio de Relaciones Exteriores es el Departamento de Estado encargado de la planificación, dirección, coordinación, ejecución, control e información de la política exterior que formule el Presidente de la República.

En consecuencia, le corresponderá, entre otras materias, coordinar las actividades de los distintos Ministerios y Organismos Públicos en aquellos asuntos que inciden en la política exterior e intervenir en todo lo

relacionado con la determinación y demarcación de las fronteras y límites del país, así como en todas las cuestiones que atañen a sus zonas fronterizas y a sus espacios aéreos y marítimos y a la política antártica, en general”.

Por su parte, el artículo 2° estatuye que: “Para el cumplimiento de sus funciones, el Ministerio de Relaciones Exteriores contará con:

- a) El Ministro y su Gabinete;
- b) DEROGADA
- c) El Subsecretario y su Gabinete;

d) Los organismos que se establecen en el presente decreto”, en tanto que el artículo 3° dispone que: “El Ministro de Relaciones Exteriores es el Jefe Superior del Ministerio y el colaborador inmediato del Presidente de la República en el ejercicio de las atribuciones conferidas a éste por la Constitución Política del Estado para la dirección, conducción y mantenimiento de las relaciones internacionales del país”.

Por último, el artículo 17 del mismo cuerpo legal previene que: “La Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado es un organismo Técnico del Ministerio de Relaciones Exteriores, dependiente del Ministro, cuya misión es asesorar al Gobierno e intervenir en todo lo que se refiere a los límites internacionales de Chile y sus Fronteras.

Este organismo se regirá por su ley y reglamento”.

NOVENO: Que de los autos tenidos a la vista aparece que formulada la petición de acceso a la información por Romina Colman Carnevali, ésta fue respondida por la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado mediante la Resolución Exenta N° 554, de 16 de diciembre de 2011, denegándola en razón de que concurren las causales de reserva establecidas en el artículo 21 N° 1 letra a) y N° 4 de la Ley de Transparencia, toda vez que: “no puede exponer los nombres y honorarios de los juristas que ha representado al Estado de Chile, y que continuarán en dicha función hasta que el proceso esté judicialmente terminado, habida cuenta de la existencia de obligaciones internacionales derivadas de los tratados vigentes que se lo impiden. En efecto, los trabajos de dicho equipo se encuentran en pleno desarrollo, los que se refieren a la soberanía nacional y los límites del país, cuyo resguardo ante terceros constituye un derecho fundamental del Estado”. A su vez, el Ministro de Relaciones Exteriores expresó, al presentar sus descargos ante el Consejo para la Transparencia, que “en la situación actual, la información que se solicita corresponde a una materia que es prerrogativa de los Estados y respecto de la cual, cada parte mantiene reserva; puesto que si se hicieran públicos, generarían desigualdades entre los Gobiernos, así como vulnerabilidades en la defensa del país ante la Corte

Internacional de Justicia, al darse a conocer un aspecto central de la estrategia de la defensa en un caso sometido por otro Estado, el Perú, ante un tribunal internacional”.

DÉCIMO: Que de la debida inteligencia de los antecedentes reproducidos en el fundamento anterior en conjunto con las normas legales y constitucionales transcritas más arriba es posible inferir que un organismo técnico del Ministerio de Relaciones Exteriores, dependiente del Ministro del ramo, vale decir, del colaborador inmediato del Presidente de la República en el ejercicio de sus atribuciones relacionadas con la conducción de las relaciones internacionales del país, expidió una Resolución Exenta mediante la cual concluyó, tras efectuar una apreciación de la afectación que la publicidad de la información materia de autos podría causar en el interés nacional, particularmente en las relaciones internacionales de la República, que en el caso en examen concurre y es aplicable la causal de secreto o reserva prevista en último lugar del artículo 8 de la Carta Fundamental, calificación que después sostuvo el Ministro de Relaciones Exteriores.

DÉCIMO PRIMERO: Que de lo expuesto se desprende con claridad que en la especie la calificación que permite fundar la negativa de acceso a la información solicitada fue practicada de conformidad a lo establecido en la Constitución Política de la República y en la ley, por un

organismo facultado para ello y respetando, además, la integridad del concepto de cuya correcta interpretación se trata.

En efecto, si bien es cierto la expresión "interés nacional" no se encuentra definida en términos formales, no lo es menos que las reglas hermenéuticas contenidas en nuestro ordenamiento jurídico llevan a la conclusión de que, pese a su vaguedad y complejidad, en lo sustancial, ella confluye en el establecimiento de un estándar genérico encaminado a proteger un aspecto relevante del bien común de la sociedad política conformada por todos los habitantes de la nación o a la satisfacción de necesidades, objetivos o demandas propias de la comunidad nacional que, vinculadas al ámbito de las relaciones diplomáticas y a la defensa de sus aspiraciones internacionales esenciales, deben ser atendidas, evaluadas y solucionadas por los organismos estatales pertinentes bajo la dirección central del Presidente de la República, a quien el constituyente ha encargado como Jefe de Estado la conducción de los intereses del país en esta materia.

DÉCIMO SEGUNDO: Que la Ley N° 20.285 sobre Acceso a la Información Pública tiene por objeto regular el principio de transparencia de la función pública; el derecho de acceso a la información de los órganos de la Administración del Estado; los procedimientos para asegurar su ejercicio y amparo y las excepciones establecidas como limitaciones a

la publicidad de la información. Entre estas últimas se encuentra la establecida en el artículo 21 N° 4 de la Ley de Transparencia, que contempla como causal de secreto o reserva en cuya virtud puede legítimamente denegarse total o parcialmente el acceso a la información, el que la publicidad o divulgación afecte el interés nacional, en especial si se refiere a las relaciones internacionales, en cuyo caso la extensión de este derecho cede -en concepto del legislador- a favor de la protección del bien común manifestado en este caso específico en la especial tutela de secreto, sigilo o reserva.

DÉCIMO TERCERO: Que al desestimar la reclamación de ilegalidad deducida por el Fisco en contra de la Decisión de Amparo Rol N° C-1553-11, que otorgó la publicidad pedida, los sentenciadores han vulnerado las normas transcritas, especialmente las de los artículos 32 N° 15 de la Constitución Política de la República, 21 N° 4 de la Ley de Transparencia y 19 del Código Civil, pues resultando claro su sentido y su texto se ha desatendido su tenor literal, con lo que se ha llegado a una declaración enteramente opuesta al mismo que supone una contravención formal de las disposiciones aludidas.

En efecto, la Carta Fundamental y la ley dictada para desarrollar su texto normativo en esta materia disponen de manera clara e inequívoca que es al Presidente de la República como Jefe de Estado en un régimen de tipo

presidencial como el nuestro a quien corresponde exclusivamente la conducción de las relaciones internacionales del país (Alejandro Silva Bascuñan, Tratado de Derecho Constitucional, Tomo V, la Constitución de 1980 "Gobierno", Editorial Jurídica de Chile, Santiago, 2004 p 84 y sigts.) y, por ende, que sólo a él, mediante los organismos estatales establecidos para tal efecto en su representación, cabe calificar si una determinada decisión las afectará, sin que el Consejo para la Transparencia se encuentre capacitado para alterar esa ponderación ni los sentenciadores recurridos cuenten con competencia o legitimación para desatender dicha estimación.

Al decidir en sentido contrario los recurridos han cometido una falta o abuso que conducirá al acogimiento del recurso de queja en examen por este primer capítulo.

DÉCIMO CUARTO: Que, en lo referido al segundo capítulo del recurso de queja en estudio, resulta preciso consignar que el artículo 42 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia de La Haya establece que: "1. Las partes estarán representadas por agentes. 2.- Podrán tener ante la Corte consejeros o abogados. 3. Los agentes, los consejeros y los abogados de las partes ante la Corte gozarán de los privilegios e inmunidades necesarios para el libre desempeño de sus funciones".

A su turno, el artículo IV sección 11 de la "Convención general sobre prerrogativas e inmunidades de

las Naciones Unidas" de 13 de febrero de 1946 establece que: "Se acordará a los representantes de los Miembros en los órganos principales y subsidiarios, y a los representantes a las conferencias convocadas por las Naciones Unidas, mientras éstos se encuentren desempeñando sus funciones o se hallen en tránsito al lugar de reunión y a su regreso, las siguientes prerrogativas e inmunidades:

[...]

(b) inviolabilidad de todo papel o documento".

Asimismo, cabe consignar que por Decreto Supremo N° 794, de 1948, se dispuso que la mencionada Convención se cumpliera en Chile como ley de la República.

Finalmente resulta preciso destacar que mediante la Resolución N° 90 de la Asamblea General de Naciones Unidas, de 11 de diciembre de 1946, sobre "Privilegios e inmunidades de los miembros de la Corte Internacional de Justicia, del Secretario, de los funcionarios de la secretaría, asesores, agentes y consejeros de las partes y de los testigos y peritos", se decidió recomendar , en su N° 5 letras a) y b), que: "(a) (i) Los agentes, consejeros y abogados ante la Corte, deberán gozar durante la duración de sus misiones, incluso el tiempo empleado en viajar, de los privilegios e inmunidades previstos en el artículo IV, secciones 11, 12 y 13, del Convenio sobre privilegios e inmunidades de las Naciones Unidas, bajo las condiciones del artículo IV, sección 15, de dicho Convenio.

[...]

(b) Puesto que los privilegios e inmunidades mencionados en el inciso (a) son concedidos en interés de la buena administración de la justicia y no para beneficio personal de los propios individuos, la autoridad competente debería tener el derecho y el deber de renunciar a la inmunidad en los casos en que, según su opinión, ésta impidiera el curso de la justicia, y siempre que el renunciar a aquélla no causara perjuicio a ésta.

Para este fin, la autoridad competente en el caso de los agentes, consejeros y abogados que represente a un Estado determinado será el Estado mismo”.

DÉCIMO QUINTO: Que sobre este particular cabe consignar que el quejoso ha sostenido, al fundar este acápite de su recurso, que de acuerdo a la práctica y costumbre internacional la referencia a privilegios del artículo 42.3 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia de La Haya debe entenderse que comprende el privilegio de la relación cliente-abogado relativa al carácter secreto de sus comunicaciones.

Al respecto cabe destacar que el artículo 520 del Código Orgánico de Tribunales previene que: “Los abogados son personas revestidas por la autoridad competente de la facultad de defender ante los Tribunales de Justicia los derechos de las partes litigantes”.

Asimismo, es preciso dejar asentado que el ejercicio de la abogacía importa, principalmente, informar al cliente lo que el derecho exige a una persona colocada en una determinada situación o trance y señalarle qué debe hacer para pasar desde su actual situación hacia otra deseada o a la que aspira alcanzar mediante el ejercicio de los derechos o pretensiones de que goza en cada caso, para lo cual es necesario un acabado conocimiento de las situaciones fácticas que sólo el cliente puede revelar, cuestión que además importa tener acceso y estar al corriente de hechos no conocidos ni divulgados públicamente y que el cliente quiere mantener en dicha condición, todo lo cual configura una relación entre el cliente y su abogado sujeta no sólo a determinados derechos, obligaciones y responsabilidades recíprocas, sino que también se caracteriza por la existencia indiscutida de determinados privilegios que deben ser respetados por el sistema judicial en su conjunto, como por ejemplo el de la reserva de la información entregada por el interesado al profesional que lo representa o el de las comunicaciones entre ambos.

Como bien se sabe, los abogados en la relación con su cliente tienen el deber ético de mantener el secreto profesional, asegurándose su inviolabilidad mediante sanción penal, sigilo que también se extiende a todos los

antecedentes depositados por su intermedio y que se le confían para el cumplimiento de su desempeño.

En estas condiciones resulta indudable que el artículo 42.3 del Estatuto citado establece, al disponer que los abogados de las partes que actúan ante la Corte de La Haya "gozarán de los privilegios e inmunidades necesarios para el libre desempeño de sus funciones", un derecho que, por aplicación de la Resolución N° 90 de la Asamblea General de Naciones Unidas citada más arriba, debe ser entendido a la luz de la "Convención general sobre prerrogativas e inmunidades de las Naciones Unidas", y en particular de su artículo IV sección 11, la que otorga inviolabilidad a "todo papel o documento" del profesional respectivo, de lo que se deriva que el cliente de esa relación, vale decir, el Estado de Chile, se halla sujeto a un deber de reserva que le impide dar a conocer el contenido, entre otros documentos, de los contratos suscritos por él con los abogados que lo representan ante ese tribunal internacional, instrumentos en los que constan los datos de que se trata.

DÉCIMO SEXTO: Que sobre este punto la disposición cuarta transitoria de la Constitución Política de la República estatuye que: "Se entenderá que las leyes actualmente en vigor sobre materias que conforme a esta Constitución deben ser objeto de leyes orgánicas constitucionales o aprobadas con quórum calificado, cumplen

estos requisitos y seguirán aplicándose en lo que no sean contrarias a la Constitución, mientras no se dicten los correspondientes cuerpos legales”.

A su vez, el artículo 1° transitorio de la Ley N° 20.285 preceptúa que: “De conformidad a la disposición cuarta transitoria de la Constitución Política, se entenderá que cumplen con la exigencia de quórum calificado, los preceptos legales actualmente vigentes y dictados con anterioridad a la promulgación de la ley N° 20.050, que establecen secreto o reserva respecto de determinados actos o documentos, por las causales que señala el artículo 8° de la Constitución Política”.

DÉCIMO SÉPTIMO: Que debiendo cumplirse en nuestro país la “Convención general sobre prerrogativas e inmunidades de las Naciones Unidas” como ley de la República, la que se haya actualmente vigente, dictada antes de la promulgación de la Ley N° 20.050 y que establece en su artículo IV sección 11 “reserva respecto de determinados actos o documentos” fundada en el interés nacional y en el debido cumplimiento de las funciones de los órganos estatales involucrados en el litigio de que se trata, se ha de entender que ella cumple con la exigencia constitucional de quórum calificado y que, por ende, en la especie configura una causal de reserva que impide al Estado de Chile dar a conocer la información cuya publicidad ha sido solicitada por Romina Colman Carnevali, motivo por el que al disponer

los recurridos la entrega de información sujeta a secreto han incurrido en falta o abuso que amerita el acogimiento del recurso de queja también por este capítulo.

DÉCIMO OCTAVO: Que antes de examinar el siguiente capítulo del recurso en estudio se hace necesario destacar que refrenda los razonamientos hasta aquí expuestos lo establecido en el N° 5 letra b) de la citada Resolución N° 90 de la Asamblea General de Naciones Unidas, sobre "Privilegios e inmunidades de los miembros de la Corte Internacional de Justicia, del Secretario, de los funcionarios de la secretaría, asesores, agentes y consejeros de las partes y de los testigos y peritos", en cuanto dispone que la autoridad competente debería tener el derecho y el deber de renunciar a la inmunidad en los casos en que, según su opinión, ésta impidiera el curso de la justicia, y siempre que el renunciar a aquélla no causara perjuicio a ésta, para cuyo fin "la autoridad competente en el caso de los agentes, consejeros y abogados que represente a un Estado determinado será el Estado mismo", de lo que se sigue que sólo corresponde al Estado de Chile la decisión de renunciar a la inmunidad de que se trata, la que por incidir en las relaciones internacionales del país sólo puede ser ponderada y adoptada por aquel a quien el constituyente ha encargado la conducción de las mismas, esto es, el Presidente de la República, a través del Ministerio del ramo.

En estas condiciones la resolución del Consejo para la Transparencia que otorga publicidad a la información en comento vulnera también, desde esta perspectiva, la atribución exclusiva del Primer Mandatario referida a la conducción de las relaciones internacionales y con ello el interés nacional, pues efectúa por sí la estimación de los antecedentes necesarios para decidir la renuncia de una inmunidad otorgada a los abogados que representan al Estado de Chile ante la Corte de La Haya, decisión que, al ser mantenida por los recurridos, importa que éstos incurrieron en falta o abuso que amerita hacer lugar a la queja en análisis.

DÉCIMO NOVENO: Que en tercer lugar el quejoso sostiene que los sentenciadores no se pronunciaron acerca de las infracciones al debido proceso en que incurrió el Consejo para la Transparencia, consistentes en que admitió alegaciones y probanzas a una de las partes sin recibir a prueba ni poner en conocimiento de su representada tales piezas, con lo que transgredió el principio de bilateralidad de la audiencia.

Sobre el particular el artículo 25 de la Ley de Transparencia preceptúa que: "El Consejo notificará la reclamación al órgano de la Administración del Estado correspondiente y al tercero involucrado, si lo hubiere, mediante carta certificada.

La autoridad reclamada y el tercero, en su caso, podrán presentar descargos u observaciones al reclamo dentro del plazo de diez días hábiles, adjuntando los antecedentes y los medios de prueba de que dispusieren.

El Consejo, de oficio o a petición de las partes interesadas, podrá, si lo estima necesario, fijar audiencias para recibir antecedentes o medios de prueba”.

VIGÉSIMO: Que al respecto se debe consignar que, como lo ha sostenido reiteradamente la jurisprudencia de esta Corte Suprema, el respeto de la garantía del debido proceso, establecida en el artículo 19 N° 3 inciso sexto de la Constitución Política de la República, supone, entre otros deberes para el órgano que conoce del asunto sometido a su decisión, el de recibir el proceso a prueba si es que concurren las circunstancias de hecho que así lo ameritan, pues cláusulas como la del inciso final del artículo 25 reproducido precedentemente no resultan ser discrecionales para el órgano respectivo. En efecto, no se trata en la especie de que el Consejo para la Transparencia haya estado facultado para, si lo deseaba o lo estimaba apropiado, abrir un término probatorio, pues debe entenderse que la disposición legal apunta a su facultad para disponer de manera oficiosa dicho trámite en el caso de que estén presentes los supuestos fácticos que hacen procedente la recepción del proceso a prueba. En estas condiciones, el Consejo para la Transparencia se hallaba en la necesidad de

iniciar la etapa procesal descrita y al no declararlo así los sentenciadores han incurrido en falta o abuso que justifica el acogimiento del recurso en examen.

VIGÉSIMO PRIMERO: Que en lo que respecta al último capítulo del recurso de queja en análisis, consistente en que los sentenciadores no se pronunciaron acerca de la causal de reserva opuesta por su parte del artículo 21 N° 1 letra a) de la Ley de Transparencia, esta Corte debe dejar asentado que los recurridos, en el fundamento quinto de su fallo, abordan esta cuestión y luego de referirse al artículo 28 del mismo cuerpo legal sostienen que: "La referida causal, en consecuencia no puede ser tomada en consideración y ha de desestimarse desde luego, en atención al claro tenor de la norma transcrita".

En estas condiciones resulta evidente que el fallo objeto de la queja en estudio sí se hace cargo de la causal de reserva mencionada, resultando impertinente al efecto la alegación del quejoso referida a que el razonamiento transcrito más arriba "se contrapone con lo resuelto por esta Excm. Corte Suprema", de modo que el presente capítulo del recurso debe ser desestimado.

VIGÉSIMO SEGUNDO: Que, por último, estos sentenciadores estiman del caso dejar establecido que por tratarse, en lo que respecta a los abogados nacionales que han representado a nuestro país ante la Corte Internacional de Justicia de La Haya, de la misma clase de relación

profesional que une al Estado con los de nacionalidad extranjera y considerando que sobre el particular el legislador no ha establecido distinción alguna entre unos y otros, se debe colegir que la información referida a la identidad y honorarios percibidos por los profesionales chilenos también se encuentra cubierta por las causales de reserva mencionadas en el presente fallo, sin que la decisión del Ministerio de Relaciones Exteriores de publicar su contenido modifique u obste a dicha conclusión.

VIGÉSIMO TERCERO: Que al no haber aplicado los jueces recurridos las normas expresas que se refieren a las causales de secreto o reserva y no dado debida aplicación a las disposiciones que garantizan el debido proceso y la bilateralidad de la audiencia, han incurrido en falta o abuso grave, lesivo para los intereses del recurrente, cuya transgresión debe ser enmendada con el remedio jurisdiccional que se adopta por esta vía.

Por estas consideraciones y lo dispuesto en el artículo 545 del Código Orgánico de Tribunales, **se acoge** el recurso de queja deducido en lo principal de fojas 16, se deja sin efecto la sentencia de trece de noviembre de dos mil trece que rechazó la reclamación interpuesta por el Consejo de Defensa del Estado y en su lugar se accede a la misma, declarándose por esta Corte Suprema que se deja sin efecto la Decisión de Amparo C-1553-11, adoptada por el Consejo Directivo del Consejo para la Transparencia en

sesión de 13 de junio de 2012, en aquella parte que acoge el amparo por denegación de información deducido por Romina Colman Carnevali y, en consecuencia, por los razonamientos expuestos, se deniega la entrega de la información relativa a la identidad de los abogados que hayan representado a Chile ante la Corte Internacional de Justicia de La Haya en el proceso caratulado por la Corte Internacional de Justicia "Maritime Dispute" (Perú v. Chile) iniciado por una demanda de la República del Perú de 16 de enero de 2008, así como la referida a los honorarios percibidos por cada uno de ellos.

De conformidad con lo dispuesto en el artículo 545 del Código Orgánico de Tribunales, pasen los antecedentes al Tribunal Pleno para los fines que fueren pertinentes.

Regístrese y agréguese copia autorizada de esta resolución a la causa tenida a la vista, la que será devuelta en su oportunidad.

Redacción a cargo del Abogado Integrante señor Arturo Prado Puga.

Rol N° 13510-2013.

Pronunciado por la Tercera Sala de esta Corte Suprema integrada por los Ministros Sr. Sergio Muñoz G., Sr. Héctor Carreño S., Sr. Pedro Pierry A., Sra. María Eugenia Sandoval G., y el Abogado Integrante Sr. Arturo Prado P. Santiago, 13 de enero de 2014.

Autoriza la Ministra de Fe de la Excma. Corte Suprema.

En Santiago, a trece de enero de dos mil catorce, notifiqué en Secretaría por el Estado Diario la resolución precedente.

PIÈCE NUM. 6

VER EDICIÓN WEB · SECCIONES ▾

VER PAPEL DIGITAL ▾

DESCARGAR PDF DE ESTA EDICIÓN ▾

RREPORTAJES

LA TERCERA EDICIÓN IMPRESA | SÁBADO 22 DE JUNIO DE 2013

Ingresar

Registro



EDICIÓN IMPRESA

TENDENCIAS

REPORTAJES

Pag 1 a 5

Pag 6 a 10

Pag 11 a 15

Pag 16 a 20

Pag 21 a 22

Defensa en La Haya costó US\$ 16 millones

► De acuerdo con un informe de Cancillería, entre 2009 y 2012 se gastó poco más de \$ 8.979 millones en el pago de honorarios y estudios.

Me gusta < 20 Compartir 0 20

Dieciséis millones de dólares es la cifra que la Cancillería ha gastado en la defensa de Chile ante La Haya en el litigio marítimo interpuesto por Perú, cuyo fallo debiera conocerse a mediados de julio.

Según un informe confeccionado en enero pasado por el Ministerio de Relaciones Exteriores, al que accedió La Tercera, entre 2009 y 2012 se gastaron \$ 8.000.979.524 en este juicio. El documento fue elaborado en respuesta a las preguntas que por Ley Transparencia envió Daniel Labbé a nombre del portal de internet chileinvisible.cl respecto de los honorarios pagados al agente, coagente y abogados involucrados en el caso de La Haya.

El cálculo de los gastos de la Cancillería considera los pagos hechos a contar de marzo de 2009, fecha en que Perú presentó los argumentos de las memorias, y termina en diciembre de 2012, cuando finalizaron los alegatos orales en el tribunal.

La cifra no incluye el costo que implicó el trabajo preparatorio de investigación histórica y jurídica, que comenzó a realizar la Cancillería en 2007, cuando Perú anunció que se presentaría esta demanda. Según fuentes vinculados a la defensa chilena, se trataría de sumas pequeñas.



REPORTAJES

Página 2



Aún está en debate si se dan a conocer las cifras específicas que se pagó a cada uno de los abogados extranjeros que colaboraron en la defensa. Una ciudadana argentina realizó la solicitud apelando a la Ley de Transparencia, ante lo cual el gobierno rechazó entregarla momentáneamente por razones de Estado y apeló a tribunales.

Fuentes de la Cancillería, sin embargo, precisaron que la tarifa de los abogados más importantes de la defensa, como el profesor australiano James Crawford, fue de aproximadamente 600 euros la hora.

En Lima, miembros del equipo jurídico peruano sostienen que la demanda les ha costado hasta ahora poco más de US\$ 10 millones. El monto, sin embargo, no lo han entregado formalmente. Una versión de su defensa indica que su menor cuantía se debe al hecho de que no contrataron a un estudio jurídico internacional para ayudar en la coordinación, como lo hizo Chile.

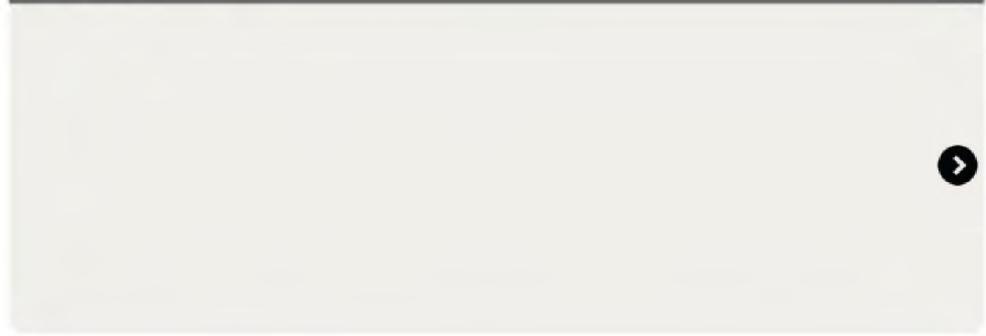


OTRAS NOTICIAS DE LA PÁGINA

La profecía de Reid que se cumplió esta semana en • Brasil

LOS MÁS VISTOS COMENTADOS

SUPLEMENTOS Y REVISTAS



LATERCERA

- La Tercera
- La Hora
- La Cuarta
- Qué Pasa
- Paula
- Mujer
- MasDeco
- Mouse
- Icarito
- Diario Concepción
- Ciper

- Grupo Copesa
- Biut
- Club latercera
- Laborum
- Zoom Inmobiliario
- Zoom Automotriz
- Viajes
- Promo Service
- PUBLICIDAD**
- Tarifario Diario La Tercera

GRUPO DIAL

- Duna
- Zero
- Carolina
- Beethoven
- Paula FM
- Radio Disney

MÓVILES

- iPhone
- iPad
- Mobile
- BlackBerry
- Android

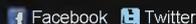
CONTACTO

- Contacto
- Trabajo
- Suscripciones
- Términos y Condiciones

Grupo Copesa

Se prohíbe expresamente la reproducción o copia de los contenidos de este sitio sin el expreso consentimiento del Grupo Copesa

SIGUENOS TAMBIEN EN:



ACTUALIZA TU EXPLORADOR:



PIÈCE NUM. 7



Jurisprudencia chilena en materias civil, comercial, laboral, familia, tributaria.

Para frases, use comillas: "frase exacta a buscar". Excluir término, (-): -ejecutivo.

Buscar en JurisChile

[Más consejos aquí](#)

17 dic. 2013

Acceso a la información. Derecho de acceso a la información es un principio. Causal de secreto o reserva de afectar el interés nacional.

Santiago, trece de noviembre de dos mil trece.-

Vistos y considerando:

1º) Que a fojas 26, comparece doña Irma Soto Rodríguez, **Abogada Procuradora Fiscal de Santiago, del Consejo de Defensa** del Estado, en representación del Fisco de Chile- Ministerio de Relaciones Exteriores, Corporación de Derecho Público, domiciliados en calle Agustinas N° 1687, comuna de Santiago, interponiendo reclamo de ilegalidad en contra del Consejo Directivo del Consejo de la Transparencia, representado por su Director General don Raúl Ferrada Carrasco, ambos domiciliados en calle Morandé 115, piso 7, de esta ciudad; por la decisión adoptada en sesión ordinaria N° 346 de fecha 13 de junio de 2012, en el marco del Amparo Rol C-1553-11, notificada a su parte por oficio N° 2130, de 15 de junio de 2012, recibido en las oficinas del Ministerio de Relaciones Exteriores el día 20 del mismo mes y año. En virtud de dicha decisión se acogió el Amparo por denegación de información deducido por la Sra. Romina Colman Carnevali, obligando al Ministerio de Relaciones Exteriores y en particular a la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado, en adelante DIFROL, a entregarle información sobre los abogados que hayan representado a Chile entre enero de 2010 y octubre de 2011 ante la Corte Internacional de Justicia de la Haya, CIJ, en lo sucesivo, en el contexto de la demanda marítima deducida por Perú y, en el evento que lo haya así ocurrido, proporcionarle el monto de los honorarios percibidos por cada uno de ellos; información toda que conforme con la Constitución Política de la República y la propia Ley de Transparencia N° 20.285, debe estimarse de carácter secreta o reservada.

DEFENSAS TRIBUTARIAS
PUERTO MONTT



Click en logo para más info

- [Sobre JurisChile y Contacto](#)
- [Limitación de Responsabilidad](#)
- [Jurisprudencia Penal](#)

Etiquetas

- [Cortemontt](#) (603)
- [unificación](#) (37)

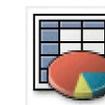
Fallos más vistos última semana

[Nulidad de todo lo obrado. Requisitos](#)

[Responsabilidad del Estado. Indemnización de perjuicios, acogida. I. Responsabilidad de las Fuerzas Armadas por falta de servicio. Aplicación a partir del artículo 2314 del Código Civil de la noción de falta de servicio. II. Pensión de montepío pretende indemnizar la invalidez o muerte en caso de un acto de servicio, no en caso de falta de servicio. Improcedencia de reducir la cuantía de la indemnización de perjuicios en razón de la pensión de montepío. III. Fallecimiento de suboficial del Ejército en la Antártica mientras recuperaba un trineo. Orden de recuperar el trineo dada por los maximos representantes del Ejército sin preparar medidas de seguridad ni de respuesta](#)

[Inadmisibilidad de demanda durante audiencia preparatoria se deja sin efecto. Juez de familia no puede declarar inadmisibilidad.](#)

Google Analytics



Indica que en lo central las alegaciones del Ministerio afectado al evacuar el traslado respectivo, consistieron en explicar la naturaleza de los antecedentes a que se orientaba la petición de información, que había sido respondida por la DIFROL en similar sentido, señalando que el proceso a que se refiere se substancia ante la Corte Internacional de Justicia, actualmente en tramitación, el que se encuentra regido por normas de derecho internacional, en el marco de la Carta de las Naciones Unidas y de su Anexo, el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, que constituye un tratado vinculante para Chile, promulgado por la Ley N° 8.402 del año 1945 y por su Reglamento. Pues bien, agrega, según lo dispuesto en el artículo 42, párrafo N°3 del mencionado Estatuto, los agentes, los consejeros y los abogados de las partes ante la Corte gozarán de los privilegios e inmunidades necesarias para el desempeño de sus funciones. Los antecedentes solicitados dicen relación directa con la preparación de informes, redacción de documentos, argumentaciones, en pleno desarrollo, en la etapa previa a los alegatos, de tal forma la naturaleza de los servicios requeridos- jurídicos y especializados- son de carácter confidencial. De esta forma, las contrataciones que guardan relación con materias de soberanía, integridad territorial y límites del Estado que efectúa el Ministerio y DIFROL se efectúan mediante licitación privada o contratación directa, no sujeta a publicidad, al amparo de los arts. 8 letra f) y 20 inciso segundo de la Ley N° 19.886 y, art. 10 N° 6 de su Reglamento- Decreto de Hacienda N° 250 de 2004- que consagra justamente la excepción a la licitación pública por tratarse de servicios de naturaleza secreta o confidencial o cuya difusión pudiere afectar la seguridad o el interés nacional, determinados por decreto supremo en conformidad a la ley. Es decir la información solicitada corresponde a una materia que es prerrogativa de los Estados involucrados mantener en reserva. Como consecuencia de lo anterior, la DIFROL mediante Resolución Exenta N° 554 de 14 de diciembre de 2011, resolvió declarar secreto los nombres y apellidos de los asesores extranjeros y chilenos que constituyen el equipo de juristas contratados para la defensa de Chile ante la Corte Internacional de Justicia, así como el detalle de sus honorarios cobrados por aquellos correspondientes al periodo objeto de la solicitud, enero 2010 a octubre 2011. Por lo anterior concluyó invocando las causales de reserva del artículo 21, N° 1 letra a) y N° 4 de la Ley N° 20.285 sobre Acceso a la Información Pública, esto es necesidades de salvaguardar el debido cumplimiento de las funciones del órgano, por tratarse de antecedentes necesarios a defensas jurídicas y judiciales y, porque su publicidad, comunicación o conocimiento afecta el interés nacional, en especial de las relaciones internacionales del país.

El Consejo para la Transparencia, al resolver acoger la solicitud de amparo ha demostrado su falta de criterio técnico al resolver, por cuanto los juicios y las estrategias de defensa, en el juicio, no son parcializables, ni se puede argumentar que una etapa sea más importante que la otra. Ni menos que la renuncia de uno de sus profesionales, atendida la publicidad de su nombre y sus honorarios no pueda vulnerar la defensa del Estado.

En cuanto a la afectación del interés nacional, se estima que no se habría acreditado la afectación del interés jurídico protegido, ni, la concurrencia de una expectativa razonable de dañarlo o afectarlo negativamente, no habiéndose acompañado antecedentes permitan arribar a una conclusión diversa.

Como consecuencia de ello, desestima la importancia de los privilegios e inmunidades que pertenecen a los funcionarios y profesionales del Estado, desconociendo que se trata de privilegios e inmunidades “necesarios para el libre desempeño de sus funciones”, siendo documentos protegidos, todos los que porten, incluyendo contratos y honorarios percibidos. Sin advertir que su divulgación pueda menoscabar la dignidad y prestigio profesional, restándole a dichos letrados su libertad de acción, ni dañar la dignidad, prestancia o respetabilidad del país frente a la Corte, el Estado adversario y los demás Estados, evitando así la posible fuga o negativa a participar en la defensa del Estado por la probable afectación a la indemnidad que esto conlleva. De este modo, es que invoca, los privilegios e inmunidades de estas personas, tanto frente al Estado, como al Estado sede de la Corte, como frente a los demás Estados partes, asegurando que pueden ejercer sus funciones de forma normal.

Finalmente en cuanto al derecho, invoca como afectada la garantía del debido proceso, por haber admitido alegaciones y argumentaciones de una de las partes, sin recibir a prueba el reclamo y sin ponerlo en conocimiento del Ministerio de Relaciones Exteriores para que éste pudiese ejercer sus alegaciones y argumentaciones.

Por lo expuesto pide, se acoja el presente reclamo y se deje sin efecto la Decisión de Amparo C-1553-2011 de fecha 13 de junio de 2012, disponiendo su reemplazo por otra que se ajuste a derecho.

2º) A fojas 116, comparece don Raúl Ferrada Carrasco, abogado, Director General y Representante Legal del Consejo para la Transparencia, Corporación Autónoma de Derecho Público, domiciliado en Morandé N° 115 piso 7 de la comuna de Santiago, quien informando solicita el rechazo del presente reclamo, por cuanto la decisión impugnada fue tomada por la unanimidad de los miembros del Consejo, ajustándose a derecho y al espíritu del constituyente en materia de transparencia y de acceso a la información pública. Como primera cuestión, señala que el Ministerio de relaciones Exteriores carece de legitimación activa para deducir el reclamo de ilegalidad en lo relativo a la causal de secreto o reserva contenida en el artículo 21 N° 1 de la Ley de Transparencia, por cuanto su ponderación y aplicación es exclusiva y excluyente del Consejo para la Transparencia, según lo dispuesto en el artículo 28 de la misma ley, por lo que se debe desestimar la invocación de dicha causal o cualquier alegación formulada en la línea de la afectación de funciones del Ministerio, como se ha sostenido en reiterada jurisprudencia en esta Corte. Acompaña algunas sentencias que resuelven reclamos de ilegalidad deducidos en su contra y que fueron desestimados.

Luego refiere que, entregar los nombres de los representantes de Chile ante la Corte Internacional de La Haya y, el monto de sus honorarios, no afecta el interés nacional; para ello esboza las modificaciones y consagraciones que hoy existen de los principios de publicidad y transparencia de la función pública. Señala que el artículo 8 de la Constitución Política de la República, en cuanto a la limitación de la publicidad que consagra; solo puede afectarse ésta, mediante una Ley de Quorum Calificado, sin que en el presente caso exista ninguna norma de dicho rango, que establezca el secreto o reserva de información que se le ha ordenado entregar al Ministerio de Relaciones Exteriores. Indica que, el Derecho a Acceso a la información es una garantía que goza de una posición preferente respecto de otros derechos fundamentales, siendo esencial para el ejercicio de otros derechos. Por ello, agrega, y con la dictación de la Ley N° 20.285, es que en los casos en que se ha denegado el acceso a la información, se ha requerido un examen de afectación de los cuatro bienes jurídicos protegidos que cautela o protege el artículo 8° de la Carta Fundamental, debiendo en su caso ponderarse el daño que la revelación de la información puede producir. Debiendo hacerse en cada caso concreto, una apreciación de daño y una ponderación entre el que traería aparejada la publicidad del antecedente y los que traería consigo su divulgación. Pues bien, durante la tramitación del Amparo, ponderando adecuadamente los argumentos vertidos, no pareció razonable ni proporcional para el Consejo entender, como lo hace el reclamante, que la sola revelación de la información sobre el nombre de los abogados que han representado a Chile en el litigio vigente que se tramita ante la Corte de La Haya y sus correspondientes honorarios, podrán dañar o afectar el debido cumplimiento de las funciones del Ministerio y el interés nacional, ya que la información pedida no se relaciona directamente con la defensa jurídica y judicial propiamente tal, ni con la estrategia de defensa que ha desarrollado nuestro país en el litigio internacional.

Asimismo, indica, la revelación de los nombres de los abogados, no puede afectar el interés nacional, por cuanto el propio Ministerio de Relaciones Exteriores ha divulgado dicha información a través de diversas notas de prensa, del mismo modo en cuanto a los honorarios de los profesionales, ha de tenerse en cuenta que se trata de fondos públicos, respecto de los cuales toda persona que es remunerada con dichos fondos debe estar dispuesta a rendir, de acuerdo a la Ley N° 20.285.

Refiere si el reclamante, estimaba que esas contrataciones debían ser secretas podría haber acudido al expediente de los gastos reservados, al tenor de lo dispuesto en el artículo 2° de la Ley N° 19.863, que “da normas sobre gastos reservados”. Refuerza lo anterior la publicación en el Diario Oficial el día 26/7/2012 del D.S. N° 155/2001, del propio Ministerio de Relaciones Exteriores, que dispone: “Declárase de naturaleza confidencial o cuya difusión pudiere afectar la seguridad o el interés nacional, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 8°, letra f) de la Ley N° 18.886, de Bases sobre Contratos Administrativos de Suministro y Prestación de Servicios y en el artículo 10 N° 6° de su Reglamento, contenido en el Decreto N° 250 de 2004, del Ministerio de Hacienda, los servicios que requiera contratar la Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado para la debida negociación, aplicación e interpretación de tratados internacionales sobre fronteras y límites terrestres, aéreos y marítimos, así como para la demarcación de éstos y la defensa internacional de los derechos de Chile y la integridad de su territorio”. Este decreto, dictado el 03/12/2012, esto es, después que se formulara la solicitud que dio origen a esta causa, pues fue presentada el 24 de noviembre de 2011, demuestra que solo entonces esta Secretaría de Estado, ex post, quiso cambiar la calidad de estas contrataciones.

Añade en cuanto al debido proceso; éste no ha sido vulnerado, por cuanto en la tramitación del amparo, el Ministerio tomó

PARA OMITIR SU NOMBRE EN FALLO (indique el nombre a borrar y copie el enlace donde aparece):

Nombre

Correo electrónico *

Mensaje *

Enviar

debido y oportuno conocimiento de la acción y, se le confirió el correspondiente traslado para efectuar sus alegaciones y también los medios de prueba que estimara pertinentes, siendo un procedimiento breve que no impide a las partes realizar otras presentaciones. Hace notar que el reclamante no requirió ninguna audiencia.

En lo que respecta al artículo 42 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, sostiene, no configura una hipótesis de secreto o reserva para justificar la no revelación de la información que se ha ordenado entregar. Por todo lo expuesto solicita el rechazo del reclamo, con costas.

3°) Que, previo a la vista de la causa y por estimarse un trámite esencial para su adecuada sustanciación se ordenó la notificación de la tercera interesada doña Romina Colman Carnevali, domiciliada en la República Argentina. Diligencia que fue cumplida por exhorto internacional tramitado en dicha nación, según consta de IC 7943-2012 de la Excma. Corte Suprema de Justicia y, que se ha tenido a la vista. De él consta que la Sra. Colman Carnevali, fue notificada en la localidad de San Miguel de Buenos Aires Argentina con fecha 18 de junio de 2013, quien con fecha 3 de julio de año en curso, presentó sus observaciones al reclamo; expresando en síntesis que se adhiere a las argumentaciones planteadas por el Consejo para la Transparencia, solicitando se rechace en todas sus partes el recurso interpuesto y se ordene se cumpla lo resuelto por el Consejo en su Decisión de Amparo Rol N° 1553-2011.

Hace presente que le llama la atención la negativa del Ministerio, en circunstancia que la misma información requerida, fue suministrada a principios de año a un ciudadano chileno, lo que surge de un artículo publicado en el Diario La Tercera, con fecha 22 de junio de 2013, reportaje que acompaña. Por ello, sostiene, carecen de sentido las argumentaciones del reclamante en cuanto al carácter tan sensible de la información requerida y la inconveniencia de hacerla pública por razones de seguridad nacional. Asimismo refiere, carece de objeto, el secreto sobre la identidad de los profesionales, por cuanto sus nombres se encuentran publicados en el sitio web del Tribunal Internacional.

4°) Que los principios de probidad y publicidad han sido estatuidos a la par que otros tantos que informan nuestro sistema institucional, que se han enunciado en el Capítulo I de la Constitución Política de la República, sobre Bases de la Institucionalidad. Sin pretender que existe jerarquía o prevalencia de unos sobre otros, cabe admitir que la probidad y la publicidad son bienes jurídicos que merecen máxima tutela y desarrollo, de un modo parecido a los demás preceptos que proclaman los restantes artículos de este capítulo del texto constitucional, en coherencia con los mismos y con los derechos, libertades y garantías tratados en el Capítulo III de la Carta Fundamental.

5°) Que, respecto a la alegación de falta de legitimación activa, que esgrime el Consejo para la Transparencia, respecto del Ministerio de Relaciones Exteriores, en lo relativo a la causal de secreto o reserva contenida en el artículo 21 N° 1 de la Ley N° 20.285, en cuanto éste sostiene que la entrega de la información que se ha requerido, afectaría el cumplimiento de sus funciones; ha de tenerse en cuenta lo que dispone el artículo 28 de la Ley de Transparencia: “En contra de la resolución del Consejo que deniegue el acceso a la información, procederá el reclamo de ilegalidad ante la Corte de Apelaciones del domicilio del reclamante.

Los órganos de la Administración del Estado no tendrán derecho a reclamar ante la Corte de Apelaciones de la resolución del Consejo que otorgue el acceso a la información que hubieren denegado, cuando la denegación se hubiere fundado en la causal del número 1 del artículo 21.”

La referida causal, en consecuencia no puede ser tomada en consideración y ha de desestimarse desde luego, en atención al claro tenor de la norma transcrita.

De tal forma, la invocación de dicho fundamento no se permite para este tipo de procedimiento ante Cortes de Apelaciones.

6°) Que, el inciso 2° del artículo 8 de la Constitución Política de la República, incorporado por la Ley N° 20.050 del año 2.005 dispone: “Son públicos los actos y resoluciones de los órganos del Estado, así como sus fundamentos y los procedimientos que utilicen. Sin embargo, sólo una ley de quórum calificado podrá establecer la reserva o secreto de aquellos o de éstos, cuando la publicidad afectare el debido cumplimiento de las funciones de dichos órganos, los derechos de las personas, la seguridad de la Nación o del interés nacional”.

Por su parte, la Ley N° 20.285 regula el principio de transparencia de la función pública; el derecho de acceso a la información

de los órganos de la Administración del Estado, los procedimientos para el ejercicio del derecho y para su amparo, y las excepciones a la publicidad de la información.

Conforme a esta normativa toda persona tiene derecho a solicitar información de los órganos de la Administración del Estado, salvo las excepciones que establezcan leyes de quórum calificado, y la autoridad está obligada a proporcionarla, salvo que concurra alguna causal de secreto o reserva establecida en la ley, entre otras, si la publicidad de la información solicitada, su comunicación o conocimiento, afecta la seguridad de la Nación, particularmente si se refiere a la defensa nacional, a la mantención del orden público o la seguridad pública, o afecta el interés nacional o cuando se trate de documentos, datos o informaciones que una ley de quórum calificado haya declarado reservados o secretos de acuerdo al precepto constitucional contenido en el artículo 8°.

7°) Que la controversia está circunscrita en determinar si la entrega de la información consistente en el nombre y apellidos de los abogados que han representado a Chile ante la Corte Internacional de Justicia de La Haya, en el juicio iniciado por el Estado Peruano, entre los meses de enero de 2010 a octubre de 2011, junto con los honorarios de los señalados profesionales, afecta las funciones de defensa jurídica y judicial del país, y el interés nacional.

8°) Que, según consta de los antecedentes acompañados, consistente en diversas comunicaciones de prensa del Ministerio de Relaciones Exteriores publicadas en su sitio web: “Comunicado del Ministerio de Relaciones Exteriores” de fecha 14 de marzo de 2.008; “Autoridades de la Cancillería se reúnen con juristas internacionales” de fecha 6 de abril de 2.009; “Serie de encuentros sobre defensa ante la Haya continúo con taller de Ly D” de fecha 23 de abril de 2009, “Canciller pasó revista a diversos temas de política exterior coyunturales” de fecha 11 de junio de 2.009; “Ministro califica como exitosa reunión con equipo jurídico en París” de fecha 13 de octubre de 2.009; en todos los cuales es posible advertir los nombres de los abogados encargados de la defensa de nuestro país en el juicio seguido ante la Corte Internacional de Justicia, con el Estado Peruano.

Lo que también está corroborado con los antecedentes aportados por la solicitante de la información la Sra. Romina Colman Carnevali, al señalar que la referida información se encuentra públicamente disponible en el sitio web del Tribunal Internacional de La Haya.

9°) Que el artículo 42 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia dispone: “1.-Las partes estarán representadas por agentes. 2.-Podrán tener ante la Corte consejeros o abogados. 3.-Los agentes, los consejeros y los abogados de las partes ante la Corte gozarán de los privilegios e inmunidades necesarios para el libre desempeño de sus funciones. Precepto que ha de entenderse como aquellas prerrogativas que dichas personas tienen a fin de garantizar el fiel y oportuno cumplimiento de su cometido. Vale decir, no contempla una regla de reserva como lo sostiene el Ministerio de Relaciones Exteriores.

10°) Que útil resulta consignar, que el derecho de acceso a la información, en tanto derecho fundamental, se entiende bajo la estructura de principio, es decir, de un mandato de optimización que obliga a ser realizado en la máxima medida posible, de acuerdo a las posibilidades fácticas y jurídicas. A diferencia de las reglas, por tanto, se aplica de manera gradual y la colisión entre principios se resuelve a través de la ponderación. En consecuencia, la adscripción de la norma, para este derecho, se realiza en conexión con: a) la dimensión objetiva de la libertad de expresión, b) el derecho de petición individual sobre asuntos de interés públicos, c) la obligación de promoción y tutela del Estado en materia de derechos fundamentales, y d) la conexión de este derecho con la generación de una opinión pública libre e informada. Toda restricción a este derecho debe fundarse, entonces, en una cláusula limitativa-de reserva o secreto- hipótesis de restricción que se encuentran contempladas en el artículo 8° de la Carta Fundamental.

11°) Que el interés nacional que se ha invocado por la reclamante, como argumento central de su recurso, se encuentra contemplado en el artículo 21 N° 4 de la Ley de Transparencia: “Las únicas causales de secreto o reserva en cuya virtud se podrá denegar total o parcialmente el acceso a la información son las siguientes: 4. Cuando su publicidad, comunicación o conocimiento afecte el interés nacional, en especial si se refieren a la salud pública, o las relaciones internacionales y los intereses económicos o comerciales del país.”. De la redacción de la norma se puede apreciar que al utilizar el término “en especial” para referirse a los casos en que se afecte la salud pública o las relaciones internacionales y los intereses económicos o comerciales del país, lo hace a modo de ejemplificación de casos concretos en que este interés se puede ver afectado y no pretende ser una enumeración taxativa.

Se trata de un concepto amplio, que no se encuentra definido en términos precisos y claros al menos por la doctrina; sin

embargo lo central parece ser que exista un beneficio superior o que no se ponga en peligro dicho bienestar y seguridad para el país en su conjunto; se encuentra relacionado con el bien común del país. De lo que se desprende entonces, que el concepto de interés nacional, es más amplio, abarca y comprende el de seguridad nacional-

12°) Que, el estándar que ha de tenerse tratándose del “interés nacional” en temas relacionados con las relaciones internacionales, como se pretende en el que nos ocupa, dice relación con la prudencia que requiere en reconocer que un desliz en estas materias podría tener consecuencias importantes en el campo internacional para el país. Así es, como general y mayoritariamente, las notas diplomáticas, por naturaleza son secretas, dado que la comunidad internacional y los países que las intercambian como método de comunicación oficial, entienden que tienen esta característica. De igual forma sucede, con cualquier antecedente cuya divulgación amenace o ponga en riesgo la fluidez de comunicación entre las partes de un tratado internacional o importe una diferencia de posiciones entre los Estados, que tensione o dificulte las relaciones entre ellos.

13°) En general, no es todo lo relativo a las relaciones exteriores lo que está sujeto a reserva o secreto. De lo que se trata es de contener la garantía institucional, de acceso a la información, sobre los aspectos que de ser conocidos pondrían en serio riesgo el funcionamiento del sector y, de paso la garantía de la propia permanencia del Estado y la salvaguarda de sus intereses públicos más esenciales. Es la única forma de conectar la limitación de este derecho fundamental con el respeto del principio de proporcionalidad en sentido estricto.

14°) Que, en lo que respecta a la información de los nombres de los abogados encargados de la defensa de Chile ante la Corte Internacional de Justicia, su revelación, no puede significar entorpecer la estrategia de defensa, como pretende la reclamante, desde que no se ha pedido conocer los documentos, antecedentes, informes, memorias y contramemorias diseñados y elaborados por los profesionales, siendo ello lo verdaderamente relevante para la defensa jurídica en el pleito y por supuesto para el interés de la nación toda; sin embargo no reviste el mismo carácter, conocer sus nombres; los que por lo demás, como ya se expresara precedentemente, son plenamente conocidos por el tribunal-Corte Internacional de Justicia- que substancia el juicio, desde luego y como es obvio, también por la contraparte en el pleito y además para cualquier persona que libremente puede acceder a la información pública tanto de la Corte Internacional, como del mismo Ministerio de Relaciones Exteriores; de lo que se infiere que las afirmaciones de la reclamante no están respaldadas en antecedentes concretos y objetivos, sino que constituyen sólo apreciaciones personales y subjetivas. De forma tal, no se advierte el peligro real, concreto y determinado, para la defensa de los derechos del país, y consecuencialmente para el interés nacional especialmente; si se tiene en cuenta que toda la actividad que constituye la defensa propiamente tal ha concluido.

15°) Que, con todo; en lo que respecta a los honorarios percibidos por los abogados que representaron a Chile, en la demanda efectuada por Perú, ante la Corte Internacional de Justicia de La Haya en el periodo comprendido entre enero de 2010 a octubre de 2011, ha de observarse que no se ha acreditado ninguna cláusula de confidencialidad pactada en los respectivos contratos de honorarios. Tampoco se utilizó el mecanismo de los gastos reservados, contemplado en la Ley N° 19.863, que faculta expresamente al Ministerio de Relaciones Exteriores y a la Dirección de Fronteras y Límites del Estado, en cuanto se requiera para el cumplimiento de sus tareas públicas de seguridad externa del país, lo que demuestra que para la reclamante, la señalada información no constituía el carácter de secreta o reservada. De tal forma, la información en este punto, no constituye un daño o peligro inminente para el resultado del pleito en cuestión, ni tampoco puede significar una posición de desventaja en el escenario bilateral que enfrenta Chile en el juicio aún pendiente de fallo.

16°) Que, los principios de probidad y publicidad han de conjugarse en armonía con el deber del Estado de resguardar el interés nacional, en definitiva con el bien común del país. Y en consecuencia, siendo la publicidad de los actos de la administración un principio de rango constitucional, las excepciones a él deben interpretarse en forma restrictiva. Dichas excepciones, en este caso, exigen o la declaración de reserva o secreto, mediante ley de quorum calificado, o la afectación de la seguridad de la Nación o del interés nacional. Así entonces, tanto la Constitución Política de la República como la Ley de Transparencia, emplean el término “afectare” lo que implica que para configurar la excepción-reserva o secreto- debe causarse un perjuicio o daño o aparecer al menos potencialmente razonable la ocurrencia del mismo, no basta que solamente la información se relacione o esté vinculada con alguna

causal de reserva y tampoco puede sostenerse en apreciaciones o consideraciones personales y subjetivas, como ha ocurrido en la especie con la reclamante.

17°) Que, de conformidad al artículo 32 de la Ley N° 20.285, el Consejo para la Transparencia tiene por objeto promover la transparencia y publicidad de la información de los órganos de la Administración del Estado, y garantizar el derecho a la información. A su turno, el artículo 33 letra b) del mismo texto legal establece entre las funciones de dicho Consejo la de resolver, fundadamente, los reclamos por denegación de acceso a la información que le sean formulados de conformidad a ella.

Por estas consideraciones y lo dispuesto, además en los artículos 29 y 30 de la Ley N° 20.285 sobre Acceso a la Información Pública, y al tenor de la Decisión Amparo Rol N° 1553-11, que en copia rola a fojas 2 y siguientes, aparece que el organismo actuó ajustándose al principio de legalidad y en uso de las facultades que le otorga la ley; **se rechaza** el reclamo de ilegalidad interpuesto por el Consejo de Defensa del estado en representación del Ministerio de Relaciones Exteriores a fojas 26, sin costas, por haberse deducido con motivos plausible.

Regístrese, comuníquese y archívese, en su oportunidad.

Redacción de la ministra (s) Sra. Jenny Book Reyes.

N° Civil 4680-2012.-

No firma la abogada integrante señora Schmidt, no obstante haber concurrido a la vista y al acuerdo del fallo, por encontrarse ausente.

Pronunciada por la **Sexta Sala** de esta Iltma. Corte de Apelaciones de Santiago, presidida por el ministro señor Mauricio Silva Cancino, y conformada por las ministras (s) señora Jenny Book Reyes y la abogada integrante señora Claudia Schmidt Hott.

Autorizado por el (la) ministro de fe de esta Corte de Apelaciones.

En Santiago, a trece de noviembre de dos mil trece, notifiqué en secretaría por el estado diario la sentencia precedente.

Publicado por [Bernardita Vidal](#) el 16:45

Su opinión: De acuerdo () En desacuerdo ()



Recomendar esto en Google

[Entrada más reciente](#)

[Página Principal](#)

[Entrada antigua](#)